



Tipiak, tout est dans la recette

ORGANIGRAMME

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

Hubert GROUÈS

ADMINISTRATEURS

Jacques ANDRÉ Robert BORDEAUX-GROULT Xavier FLEUROT

Sté Groult Jeune représentée par Pierre B. GROULT

Henry T. MORTIMER Jr Victoria de NAVACELLE Banque Neuflige-OCB,

représentée par Ghislain de MURARD

Éric LE JOILLE

Antoine de ROQUETTE-BUISSON Hervé ROUSSEL

ORGANISATION OPÉRATIONNELLE ET JURIDIQUE

TIPIAK

(Coordination et contrôle des filiales opérationnelles)

TIPIAK TIPIAK TIPIAK TIPIAK TIPIAK Inc. Épicerie Traiteur Pâtissier Plats Cuisinés Panification

Surgelés (Société Gesnoin) (U.S.A.)

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRES

Cabinet Jacques BOULLIER KPMG.AUDIT - Franck NOËL

SUPPLÉANTS

Cabinet BECOUZE & ASSOCIÉS SOCOREX

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Hubert GROUÈS, Président Directeur Général Gérard SICARD, Directeur Financier et Administratif Emmanuelle PAVARD, Responsable Communication

SOMMAIRE

Rapport de gestion :

Rapport d'activité et perspectives du groupe	page 5
Dimensions sociale et environnementale de l'activité de l'entreprise	page 11
Les facteurs de risques	page 15
Rapport de gestion de la société Tipiak S.A. - Capital social et activité boursière - Le gouvernement d'entreprise - Le contrôle interne/externe (Rapport du Président)	page 18
Résolutions proposées à l'assemblée Comptes consolidés et comptes sociaux :	page 31
Comptes consolidés et annexes	page 36
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	page 66
Comptes sociaux et annexes	page 67
Rapport général des Commissaires aux comptes	page 83
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	
Les chiffres clés 2006	page 86



RAPPORT DE GESTION

Arrêtés des comptes sociaux et consolidés :

Les comptes sociaux et consolidés de TIPIAK ont été arrêtés par le Conseil d'administration présidé par Hubert GROUÈS et tenu le 16 mars 2007. Les comptes consolidés ont été communiqués par voie de presse le 5 avril 2007. Lesdits comptes sont soumis à l'approbation des actionnaires en Assemblée générale le 14 juin 2007.

1 RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les faits marquants.

- Croissance soutenue des chiffres d'affaires dans les deux secteurs "sec" et "froid"; les quatre pôles d'activité sont en nette progression.
- Dans le secteur "froid" :
 - impact sur le résultat opérationnel des hausses des coûts des matières premières de la mer (noix de Saint-Jacques et morue),
 - saturation des usines liée à une très forte croissance des volumes. Les difficultés rencontrées sur le site industriel de Pont Château en fin d'année ont pesé sur la productivité du site : pertes matières et de produits finis, perte de productivité main d'œuvre,
 - agrandissement du site industriel de Saint-Herblain et cession du site de Trégunc.
- Dans le secteur "sec" : reprise de la croissance des ventes après une année 2005 stable et progression des résultats économiques,
- Structuration de la dette financière globale de l'entreprise et forte augmentation des besoins de financement en fin d'année liée au fort niveau d'activité.

Présentation des comptes consolidés.

Les comptes consolidés sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Le chiffre d'affaires : croissance dynamique de l'activité dans les deux secteurs.

Le chiffre d'affaires net facturé (avant Rémunération des Services des Distributeurs ou RSD) s'établit à 180,7 M€, en hausse de 9,5 %. En 2006, la part des RSD représente 23,4 % du chiffre d'affaires net facturé, en baisse par rapport à celle de 2005 (24,8 %), du fait de la forte croissance des ventes dans les circuits spécialisés surgelés, moins impactées par les RSD.

Après RSD, le chiffre d'affaires net consolidé s'établit à 138,3 M€, contre 124 M€ en 2005, en progression, tant en France qu'à l'international, de 11,6 %. L'activité 2006 a été marquée par le dynamisme des circuits spécialisés surgelés dans le secteur "froid" et la reprise de la croissance dans le secteur "sec". Globalement, les quatre pôles sont en croissance.



■ Le chiffre d'affaires net entre les deux secteurs et par pôle d'activité se répartit ainsi :

Libellé (en millions d'euros)	2006	2005	Variation 2006/2005
Épicerie	36,7	34,9	+ 5,1 %
Panification	9,9	9,4	+ 5,4 %
Total secteur "sec"	46,6	44,4	+ 5,2 %
Plats Cuisinés Surgelés	47,4	42,5	+11,6 %
Traiteur-Pâtissier	44,3	37,1	+ 19,3 %
Total secteur "froid"	91,7	79,6	+ 15,2 %
Total chiffre d'affaires	138,3	124	+ 11,6 %

Les ventes par secteur s'analysent de la façon suivante :

■ **Secteur "sec"**: 46,6 M€, soit 33 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires du secteur retrouve la croissance grâce aux circuits "industrie" et "export".

Épicerie : le chiffre d'affaires 2006 s'élève à 36,7 M€, en progression de + 5,1 %. L'activité GMS à marque Tipiak progresse de près de 5 % (stable en 2005) et continue sa décroissance en GMS MDD (-14 %). Dans les autres circuits, les ventes progressent de près de + 10 % en RHD et de + 12 % à l'exportation.

À l'international, soit 24 % du chiffre d'affaires du pôle, la croissance est tirée notamment par les ventes en Amérique du Nord qui progressent de + 21 %.

Panification : le chiffre d'affaires 2006 s'établit à 9,9 M€, en progression de + 5,4 %. L'activité du pôle est marquée par le dynamisme des ventes dans les circuits "industrie" (+ 54 %) et "export" (+ 10 %) alors qu'en GMS, les ventes sont stables.

Secteur "froid": 91,7 M€, soit 67 % du chiffre d'affaires global. L'activité progresse de + 15,2 %, grâce au dynamisme des ventes des circuits spécialisés surgelés. La saisonnalité des ventes reste très marquée, notamment dans le pôle Traiteur-Pâtissier dont les ventes du 4^{eme} trimestre représentent, en 2006, 55 % des ventes totales annuelles du pôle.

Plats Cuisinés Surgelés : le chiffre d'affaires 2006 s'établit à 47,4 M€, en progression de + 11,6 %. L'activité est marquée par la poursuite de la forte croissance de l'activité des circuits spécialisés et la reprise de la croissance des ventes en GMS (marque Tipiak et MDD). Les ventes en GMS représentent 51 % des ventes globales du pôle.

Traiteur-Pâtissier : l'activité 2006 du pôle se caractérise par la forte accélération de la croissance des volumes. Le chiffre d'affaires 2006 s'élève à 44,3 M€, en progression de + 19,3 %. Le dynamisme des ventes a été aussi rapide dans les circuits spécialisés (72 % des ventes du pôle) qu'en GMS (frais et surgelés).

À l'international (5,5 % du chiffre d'affaires), l'activité progresse de +5 %.

Développement de la marque Tipiak.

Équitablement réparties entre les deux secteurs "sec" et "froid", les ventes à marque Tipiak représentent un tiers du chiffre d'affaires global du groupe. Elles progressent globalement de près de 2 %.

Dans l'ensemble, sur ses segments stratégiques, la marque conforte ses parts de marché dominantes (plats céréaliers, croûtons) ou les maintient (plats cuisinés surgelés, aides pour cuisiner).

L'entreprise a poursuivi sa politique dynamique d'innovation dans les deux secteurs :

- Secteur "sec": plusieurs lancements de nouveaux produits ont été réalisés (le Quinoa gourmand, le couscous aux épices douces et la fécule pour gâteaux). Des projets de lancements de nouveaux produits pour 2007 (méli-mélo gourmand et chapelure cuisine légère) ont été conduits avec succès. Par ailleurs, des projets sur l'optimisation de l'offre actuelle, en plats céréaliers notamment, ont été initiés.
- Secteur "froid": plusieurs lancements de produits nouveaux ont été effectués dans les plats cuisinés surgelés (dont les moelleux de Saint-Jacques, Sabayon de Saint-Jacques au Sauternes, mini galettes kebab et galettes légumes du soleil et chèvre, ...) et dans les produits cocktails (dont nouvelles références de canapés, les verres sucrés, les mini pâtisseries et les mini croustillants). Également, une partie des gammes actuelles (brandade de morue, coquilles Saint-Jacques, notamment) a fait l'objet d'optimisation.

Quatre campagnes publicitaires TV sur la marque Tipiak ont été diffusées au cours de l'exercice pour un budget global de 2 M€. Sur l'ensemble des marchés où la marque Tipiak a communiqué, celle-ci bénéficie d'un niveau très élevé de notoriété et de capital de confiance auprès des foyers ; elle est notamment reconnue pour son authenticité, son respect des traditions culinaires, la qualité et l'originalité de ses produits. Les campagnes TV avec les Bigoudens continuent à construire une image très positive, cohérente et transversale de la marque Tipiak sur ses différents marchés.

Les résultats économiques et financiers.

Malgré une croissance dynamique des ventes, le résultat net consolidé est en retrait de près de 12 % par rapport à celui de 2005. Il s'établit à 4 M€ contre 4,6 M€ en 2005.

Dans le secteur "froid", les résultats économiques ont été affectés en fin d'année, par des coûts exceptionnels de non qualité liée en particulier à la saturation ponctuelle du site industriel de Pont-Château (44), par l'impact des hausses de prix d'achat des noix de Saint-Jacques et de la morue, et des coûts de réorganisation.

Les résultats économiques du secteur "sec", grâce à la croissance des ventes et la maîtrise des coûts, poursuivent leur progression.

La marge brute :

La marge brute globale de l'exercice progresse de 7,8 %. Le taux de marge brute 2006 (marge brute / chiffre d'affaires net) ressort à 60,7 %, contre 62,7 % en 2005. La dégradation du taux de la marge brute est liée aux hausses importantes des produits de la mer et aux pertes matières et produits finis dues à la non qualité générée dans le secteur "froid".

L'excédent brut d'exploitation :

L'excédent brut d'exploitation consolidé est stable. Il s'établit à 12,4 M€ (12,3 M€ en 2005). Les autres charges externes s'élèvent à 25,1 M€ contre 23,9 M€ en 2005, en augmentation de 1,1 M€ soit +4,8 %. La maîtrise des coûts marketing et des coûts de fonctionnement a permis d'absorber une partie des hausses des coûts variables d'exploitation (consommations d'eau, énergie, maintenance et transports).

Les principales évolutions du poste "impôts et taxes" portent sur les taxes professionnelles (augmentation des bases taxables liée aux investissements) et l'intégration de l'impôt forfaitaire annuel.

Les charges de personnel s'élèvent à 43,2 M€, en progression de 11,6 % du fait de l'augmentation de la main d'œuvre variable dans le secteur "froid" et aux coûts de réorganisation. Ils représentent, comme en 2005, 31,3 % du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel :

Il s'établit à 7,3 M€ contre 8,5 M€, en retrait de 14 %. En 2005, le résultat opérationnel intégrait la plus-value de cession du site logistique de Saint-Herblain pour un montant de 0,8 M€. Hors plus values de cessions, le résultat opérationnel "courant" ressort à 7,1 M€ en 2006, contre 7,9 M€ en 2005.

Le coût financier:

Il s'élève à 1,36 M€ et représente 1 % du chiffre d'affaires. Sa progression (+ 12 %) vient de la hausse des taux d'intérêts et des besoins de financement nouveaux liée à la forte augmentation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (+ 9,4 M€). Le coût financier de l'ensemble des financements court terme et moyen terme ressort à 4,54 %, pour un endettement global moyen de 39 M€ (35 M€ en 2005).

Le résultat net part du groupe :

Il s'établit à 4 M€ contre 4,6 M€ en 2005. La marge nette ressort à 3 %.

Les capitaux propres :

Avant répartition des résultats, ils se montent à 28 649 K€, contre 26 559 K€ fin 2005. Les dividendes versés en 2006 au titre de 2005 se sont élevés à 1 934 K€. La rentabilité des fonds propres (résultat net/capitaux propres avant résultat) est affectée par la baisse du résultat net et ressort à 16,2 % (21 % en 2005).

L'endettement financier :

L'entreprise a procédé en 2006 à la structuration de sa dette financière afin de consolider le fonds de roulement et sortir du contrat de titrisation arrivé à son terme. Des lignes de crédit moyen terme, d'un montant de 14,8 M€, assorties de différés d'amortissement de 3 ans au moins, ont été mises en place. Fin 2006, un contrat d'affacturage des créances commerciales, plus souple et plus performant, a remplacé le programme de titrisation en place depuis plus de 5 ans.

La structure financière de fin d'année est impactée par l'augmentation des financements du besoin en fonds de roulement d'exploitation, particulièrement élevé du fait de la saisonnalité marquée de l'activité. Au 31 décembre, l'endettement global du groupe (endettement non courant + endettement courant) s'élève à 50 486 K€ (39 742 K€ en 2005). L'augmentation de la dette est due essentiellement aux financements de l'accroissement du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

Le ratio "endettement global de l'entreprise sur fonds propres" s'établit, au 31 décembre 2006, à 1,76 et celui de "l'endettement non courant sur fonds propres" à 0,86. Sur la base d'un endettement moyen annuel de 38 650 K€ (34 940 K€ en 2005), le ratio "endettement global sur fonds propres" ressort à 1,5.

Les investissements :

En 2006, le groupe a poursuivi son programme de renforcement du potentiel industriel de chaque secteur et a investi globalement 8,5 M€ sur ses sept sites industriels.

Le secteur "froid" a consacré la majeure partie de ses investissements (5,7 M€) à l'accroissement des capacités industrielles du pôle Traiteur-Pâtissier, avec l'extension de l'usine de Saint-Herblain (44) pour 2,1 M€, et, afin de répondre aux lancements de nouveaux produits, à l'installation de nouveaux équipements pour 1,4 M€ (canapés et macarons).

Dans le secteur "sec" (2,5 M€ d'investissements), le pôle Épicerie a finalisé l'automatisation de son atelier de conditionnement de produits finis et a procédé au renouvellement de certains matériels de l'usine de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu (44) pour un montant global de 1,5 M€. Le pôle Panification a consacré 0,5 M€ pour l'amélioration de la productivité et la sécurité du site de Pont l'Evêque (14).

Par ailleurs, l'entreprise a cédé, fin décembre 2006, l'ensemble du site de Trégunc (29), désactivé depuis 2004 après le regroupement des productions sur le site Cornouaille à Fouesnant (29). Cette cession a dégagé une plus-value nette de frais et avant impôts de 0,2 M€.

2 • ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

À la date de rédaction du présent rapport, il n'existe, à la connaissance de la société, aucun événement postérieur à la clôture des comptes, aucun fait exceptionnel, ni aucun litige susceptible de modifier ou d'affecter de manière significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe. Les litiges connus à la date d'arrêté des comptes ont fait l'objet de provisions.

3 • ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES - PERSPECTIVES ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Pour les trois prochaines années, les ambitions du Groupe sont de :

- Poursuivre le développement dynamique des ventes des deux secteurs, en consolidant la position de leurs produits stars à marque Tipiak, en augmentant les partenariats industriels avec les enseignes qualitatives et en accentuant la diversification des ventes dans les réseaux : international, restauration et industrie.
- Retrouver une progression régulière des résultats économiques par la croissance dynamique des ventes, en renforçant la compétitivité des coûts et en maîtrisant la sécurité et la qualité des produits.
- Poursuivre l'intégration et la coordination des pôles d'activité dans les deux secteurs "sec" et "froid" et renforcer les synergies fonctionnelles transversales au niveau du groupe, en mutualisant des services et en renforçant les comités de pilotage des processus clés transversaux.
- Poursuivre et adapter le programme d'investissements industriels (35 M€ sur les trois ans) pour répondre à l'accélération des ventes et à la montée des exigences liées à la sécurité et à la qualité.

Ces perspectives tiennent compte de notre analyse de risques de marché qui a été intégrée dans notre processus d'élaboration du budget et du plan à trois ans. Les principaux risques et incertitudes portent sur l'absence de croissance de la consommation alimentaire en France, l'évolution du prix de certaines matières premières stratégiques de la mer et sur l'environnement législatif et réglementaire.

4 • ÉVOLUTION RÉCENTE

Globalement, sur les deux premiers mois de l'année 2007, la croissance dynamique constatée en 2006, se poursuit.

À date, il n'est pas constaté d'inflexion notable de cette tendance sur l'activité du groupe.

5 • DIMENSION SOCIALE DE L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

■ Effectif inscrit au 31 décembre 2006 (hors intérim) :

Libellé	Services centraux	Secteur "sec"	Secteur "froid"	Total effectif 2006	Rappel 2005
Contrats à durée indéterminée	34	190	584	808	745
Contrats à durée déterminée	2	6	24	32	57
Total	36	196	608	840	802

Les salariés à temps partiel au 31 décembre représentent environ 10 % de l'effectif total du groupe. Ils sont répartis indistinctement dans les postes administratifs et industriels. Dans le cadre de son activité saisonnière, l'entreprise emploie régulièrement du personnel sous contrat à durée déterminée. Au 31 décembre, il représente 7 % de l'effectif total.

■ Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par type de contrat :

Les 1 137 collaborateurs du groupe sont répartis sur 8 sites industriels et administratifs concentrés sur l'ouest de la France, de Pont l'Evêque (Calvados) à Marans (Charente Maritime). Les deux tiers des effectifs sont concentrés sur la région nantaise (Loire Atlantique). Une unité commerciale de trois personnes est installée à Stamford près de New-York (USA).

Pour faire face à son développement, l'entreprise déploie une politique de l'emploi dynamique. Depuis 2004, l'effectif annuel moyen en équivalent temps plein est passé de 1 002 emplois à 1 137 emplois, soit 135 emplois nouveaux.

Libellé	Services centraux	Secteur "sec"	Secteur "froid"	Total effectif 2006	Rappel 2005
Contrats à durée indéterminée	30	179	488	697	688
Contrats à durée déterminée	1	6	106	113	84
Intérimaires	2	47	62	111	<i>7</i> 9
Saisonniers	-	-	216	216	188
Total	33	232	872	1 137	1 039

Du fait de la forte saisonnalité de ses activités en fin d'année, notamment dans le secteur "froid", l'entreprise a recours à l'emploi de saisonniers et de personnel intérimaire.

Par ailleurs, afin de favoriser l'emploi et l'insertion des personnes handicapées, l'entreprise fait régulièrement appel à du personnel des "Ateliers Protégés", dans le cadre de ses activités administratives et de production.

■ Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par statut :

Libellé	Services centraux	Secteur "sec"	Secteur "froid"	Total effectif 2006	Rappel 2005
Cadres	11	40	54	105	102
Agents de maîtrise	6	24	38	68	70
Total encadrement	17	64	92	173	172
Employés/ouvriers	16	168	780	964	867
Total	33	232	872	1 137	1 039

Rémunérations:

Tipiak a la volonté d'assurer une rémunération globale, à tous les échelons de l'entreprise, qui soit équitable, responsabilisante et compétitive. Pour l'ensemble de l'encadrement, cette rémunération est composée d'une partie fixe correspondant au niveau de classification de chaque poste et d'une partie variable liée aux résultats individuels et collectifs. En outre, certains cadres, en fonction du niveau hiérarchique et des performances individuelles, bénéficient de l'attribution d'options d'achat d'actions.

Les salaires et avantages annexes (rémunérations en actions, participation et intéressement) versés en 2006 à l'ensemble des salariés s'élèvent à 27,7 M€, en progression de 8,5 % par rapport à 2005, progression liée pour partie à l'augmentation des effectifs.

Autres éléments de rémunération :

Chaque pôle d'activité ou société du groupe bénéficie d'un contrat d'intéressement. La participation et l'intéressement 2006, qui seront versés en 2007, s'élèvent à 635 K€.

Depuis 1993, Tipiak a mis à la disposition des salariés un Plan d'Épargne Entreprise. Ce plan est composé de cinq fonds communs de placement, dont un fonds est investi en actions Tipiak. Au 31 décembre 2006, l'ensemble des sommes investies par les salariés du Groupe dans les Fonds communs de Placement du PEE s'élève à 2,1 M€ dont 1,57 M€ dans le fonds investi en actions Tipiak.

Développement des compétences techniques et managériales :

En 2006, l'entreprise a poursuivi ses efforts en matière de formation : 10 177 heures de formation ont été dispensées à l'ensemble du personnel, soit un budget global formation de 603 K€ (2,34 % de la masse salariale). 455 collaborateurs ont suivi au moins une formation dans l'année. Les principaux axes de formation sont le renforcement du professionnalisme, le développement des compétences, de l'employabilité et de la capacité d'adaptation, l'amélioration de la qualité et de la sécurité, le renforcement des compétences de l'encadrement en matière de management et de gestion de projet.

L'entreprise encourage la mobilité du personnel entre les sites et les pôles d'activité. Une communication systématique permet à chacun de connaître les différents postes à pourvoir au sein du groupe et de favoriser ainsi le développement professionnel interne.

La communication interne :

Depuis plusieurs années, chaque pôle d'activité réunit régulièrement ses collaborateurs pour partager l'information et la réflexion sur l'évolution des activités du groupe et des pôles. Ces réunions permettent de consolider l'esprit d'équipe et l'intégration des nouveaux collaborateurs. Elles portent sur le bilan de l'activité passée, les objectifs de l'année en cours et les axes stratégiques de développement de l'entreprise pour les prochaines années.

Pour la mise en œuvre de sa stratégie et la gestion du changement, l'entreprise a développé la pratique du management par projet. L'ensemble de l'encadrement est formé à cette méthodologie matérialisée par un guide remis à l'occasion des journées d'accueil des nouveaux collaborateurs. Une revue régulière des projets en cours est effectuée par les Directions générales des pôles d'activité afin de les prioriser et d'allouer les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs définis.

Depuis trois ans, afin de faciliter la connaissance des organisations du groupe et d'uniformiser les méthodes de travail, un outil de communication transversal de type intranet permet à tous les collaborateurs de l'entreprise, quel que soit leur métier, de bénéficier d'une diffusion régulière et simultanée d'informations.

Enfin, tous les deux mois, dans un souci permanent de favoriser la consolidation de la culture Tipiak, un flash info interne remis à chaque collaborateur de l'entreprise, donne les dernières nouvelles de l'activité du groupe : mouvements de personnel, promotions internes, chiffre d'affaires, cours de bourse, lancements de nouveaux produits, état d'avancement des projets majeurs, ...

6 ■ IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE (Décret n° 2002-L21 du 20 février 2002)

Tipiak exerce des activités dont les impacts sur l'environnement sont faibles. Le groupe mène, cependant, une politique active visant à limiter le plus possible les nuisances de ses sites industriels. Les sites industriels, soumis à autorisation auprès de la DRIRE et de la DSV, ont obtenu l'autorisation d'exploiter.

Les consommations moyennes en eau et énergies sont extraites des facturations des fournisseurs et des relevés internes. Elles sont exprimées en unités consommées par tonne de produits fabriquée

En 2006, la production totale des sites industriels de Tipiak s'élève à 46 044 tonnes (43 686 tonnes en 2005).

Postes / Libellés	Consommations 2006	Consommations 2005
ÉNERGIES (par tonne)		
Électricité	508,3 Kwh	512,4 kwh
Gaz	85 m³	86 m³
EAU (par tonne)		
Consommation totale	4,1 m³	4,3 m³
Coefficient de rejet	65 %	63,4 %
ÉPURATION		
Rejets des eaux usées (volume sortant par tonne produite)	2,67 m³	2,72 m³
Déchets industriels générés	2 856 tonnes	2 834 tonnes
Dépenses affectées au traitement des déchets	879 K€	834 K€

Utilisation des énergies :

Les ressources énergétiques sont utilisées pour les productions nécessaires aux process de cuisson et de refroidissement ou de maintien de "la chaîne du froid" (frigories). Ces énergies sont peu polluantes (électricité et gaz naturel). Rapportées à la tonne produite, les consommations ont stagné alors que les volumes produits ont progressé de plus de 5 %.

Utilisation de l'eau :

L'eau, prélevée sur les réseaux d'eau potable, est utilisée dans la fabrication de nos produits, le nettoyage des équipements et locaux, et certains process de refroidissement. En 2006, en moyenne, et pour toutes les fabrications confondues, l'entreprise a moins consommé d'eau par tonne produite (4,1 m³ en 2006 contre 4,3 m³ en 2005). Compte tenu des process de fabrication, la consommation d'eau est très hétérogène entre les sites industriels.

Afin de limiter les atteintes à l'environnement, Tipiak développe de nombreuses mesures visant à minimiser l'impact des rejets issus de ses activités de production et augmente régulièrement ses dépenses consacrées aux traitements de ses déchets (+ 5 % entre 2006 et 2005).

Rejets et traitements des eaux usées.

Pour tous les sites, les eaux usées subissent un prétraitement avant d'être évacuées par les réseaux d'assainissement. Leur composition en matières organiques et en éléments minéraux, tels que l'azote et le phosphore, fait l'objet d'un contrôle continu, soit en interne, soit auprès d'organismes compétents.

Déchets.

En 2006, l'activité de Tipiak a généré 2 856 tonnes de déchets, volume quasiment identique à celui de 2005 (2 834 tonnes).

- Les déchets industriels banaux (DIB), qui sont des déchets en mélange (emballages, plastiques et matières organiques), ont représenté 2 252 tonnes (2 000 tonnes en 2005). Ces déchets sont récupérés pour être, en général, incinérés par des sociétés spécialisées.
- Les déchets organiques : ces déchets proviennent des installations de dégraissage des stations de prétraitement des eaux usées. Ils dépendent du mode de traitement des rejets pour chaque site. Ces déchets sont récupérés et traités par des organismes habilités.
- Les cartons: en 2006, les sites industriels ont rejetés 339 tonnes de cartons et emballages (374 tonnes en 2005). Ces rejets sont recyclés par des entreprises spécialisées reconnues.

Afin de mener une politique environnementale adaptée aux exigences réglementaires et conforme à ses engagements, l'entreprise a poursuivi ses efforts d'investissements destinés à la protection de l'environnement. Les principales dépenses 2006 ont été affectées aux traitements des déchets. Suite au rapprochement de ses deux sites bretons sur Cornouaille (Fouesnant), le pôle plats cuisinés surgelés a amplifié les dépenses de traitements de ses déchets et rejets sur le site.

Compte tenu de la dimension et de l'activité ou spécificités des pôles, les services en charge de la mise en œuvre de la politique environnementale et le contrôle de son application sont propres à chaque organisation. Ils sont en contact permanent avec les organismes et associations spécialisés. En cas d'accidents, l'entreprise a mis en place une organisation d'alerte et de gestion de crise.

Dans le cadre d'une démarche transversale au sein du groupe, le comité technique "environnement", regroupant les responsables environnement de chaque pôle, a rédigé au cours de l'année, une charte "environnement" applicable à l'ensemble des pôles. Cette charte sera déclinée en plan d'actions dans chaque site industriel. En application de cette démarche, un audit environnement a été réalisé sur le site de Pont l'Evêque.

En 2006, l'entreprise n'a pas constaté, dans ses comptes, de provisions pour risques en matière d'environnement, et n'a versé, au cours de l'exercice, aucune indemnité en exécution d'une décision judiciaire pour les mêmes motifs.

Pour les trois prochaines années, Tipiak amplifiera ses actions et poursuivra sa politique de sensibilisation à la sécurité et à la protection de l'environnement. Des investissements significatifs seront entrepris, notamment dans l'usine de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu (44) afin de limiter les rejets de poussières dans l'atmosphère.

7 LES FACTEURS DE RISQUES

- Risques particuliers liés à l'activité.

Sensibilité à la conjoncture :

Les activités du groupe se situent sur le secteur de l'agroalimentaire dont les taux de croissance varient peu et dont la volatilité est faible.

Concurrence

La stratégie du groupe est de se positionner sur des micro marchés sur lesquels il peut devenir leader. Les barrières à l'entrée (notoriété de la marque Tipiak, savoir-faire, saisonnalité marquée de certaines activités) ainsi que les avantages concurrentiels préservent le groupe sur ces principaux marchés du risque de perte rapide de son chiffre d'affaires.

Risques sur les approvisionnements et risques liés aux évolutions de certaines matières premières :

Des phénomènes de rareté consécutifs aux conditions climatiques et à des dispositions légales (quotas) peuvent apparaître périodiquement, notamment sur certains produits de la mer (noix de Saint-Jacques, morue). Ces phénomènes peuvent renchérir, de façon importante, les coûts d'achats de ces produits et impacter les résultats financiers du groupe.

Risques clients:

Les pôles d'activité assurent un développement équilibré de leurs activités sur des circuits de distribution diversifiés : GMS (grandes et moyennes surfaces), circuits spécialisés surgelés, restauration hors domicile, industrie et à l'international. Tipiak est présent dans toutes les grandes enseignes de la distribution (GMS et circuits spécialisés). Les quatre principaux clients représentent 55 % de l'activité globale du groupe.

Risques industriels et environnementaux.

Risques liés à la sécurité des aliments, risques "produits" :

Dans chaque pôle, une direction de la Qualité, indépendante des responsables de production, équipée de ses propres laboratoires, veille en permanence au respect des cahiers des charges, et ce, de la réception des matières premières à la livraison des produits finis. Les certifications des sites : BRC (Pont-Château, Malville et Saint-Aignan-de-Grand-Lieu) et ISO (Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, Marans, Fouesnant et Pont l'Evêque), ont été reconduites ou acquises. Elles sont une garantie pour les clients et les consommateurs. Dans le cadre de la prévention des risques et, plus particulièrement, du risque de crise alimentaire, le groupe a développé, auprès des responsables opérationnels et du personnel en contact direct avec les consommateurs, des formations à la gestion de crise. Ces formations sont dispensées, chaque année, par des partenaires spécialisés, auprès d'une trentaine de personnes.

Risques d'incendie :

Le groupe développe une politique forte de protection incendie de son parc industriel stratégique. Fin 2006, trois sites sont sous couverture de sprinklage : Pont-Château (44), Saint -Aignan-de-Grand-Lieu (44) et Fouesnant (29). En 2007, le sprinklage du site industriel de Pont l'Evêque (14) sera initialisé. Les autres sites industriels sont pourvus de système de prévention d'incendie.



Risques environnementaux:

Voir ci-dessus chapitre 6 "l'impact environnemental de l'activité de l'entreprise".

Risques informatiques:

La politique informatique de Tipiak s'appuie sur l'utilisation de progiciels, en recherchant la réponse optimale aux besoins de l'entreprise, la fiabilité, la pérennité et la maîtrise des coûts de développements et d'exploitation. Elle met en avant l'homogénéité des outils pour l'ensemble des pôles et l'unicité des données par la centralisation des systèmes de traitement. Opérationnel depuis 2005, un "plan de reprise d'activité informatique" garantit à l'entreprise un redémarrage en 48 heures et permet à l'ensemble des services de l'entreprise de fonctionner sans informatique pendant la durée nécessaire au redémarrage des systèmes.

Risques juridiques et fiscaux.

Dans le cadre de ses activités courantes, le groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges. Les charges pouvant en découler, estimées probables, ont fait l'objet de provisions dans les comptes. Les litiges prud'homaux représentent l'essentiel des litiges, pour un montant de 176,5 K€. Par ailleurs, en 2006, dans le cadre d'un procès qui l'opposait à l'administration fiscale concernant l'imposition de 1994, l'entreprise a obtenu un dégrèvement d'impôts pour un montant net de frais et honoraires de 208 K€. Aucun contrôle fiscal ou social n'est en cours à la date de rédaction du présent rapport.

- Risque de liquidité.

L'entreprise dispose de lignes de crédit de court et moyen terme auprès de banques de première qualité, qui lui permettent de répondre aux besoins de financements de son développement. En 2006, afin de consolider son fonds de roulement, elle a négocié de nouvelles lignes de crédit moyen terme pour un montant de 14,8 M€, dont les caractéristiques sont adaptées aux besoins de financements futurs. Par ailleurs, le contrat de titrisation des créances commerciales a été résilié et remplacé par un contrat d'affacturage offrant une plus grande capacité de financement et plus de souplesse dans le pilotage des flux.

Les nouvelles lignes de crédit sont assorties d'une clause de remboursement anticipé. Elles sont soumises au respect de ratios financiers calculés au 31 décembre de chaque année. Ces ratios sont commentés en note 17.3 "covenants bancaires" de l'annexe financière des comptes consolidés.

Risque de taux.

En matière de risque de taux, la politique suivie par le groupe répond aux objectifs de sécurité, liquidité et rentabilité. La gestion du risque de taux est centralisée au niveau de la Direction Financière. La dette globale de Tipiak est indexée pour la quasi-totalité au taux variable Euribor. En fonction des évolutions de sa dette et des taux d'intérêt anticipés, le groupe a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps). Pour ce faire, il s'est adjoint les conseils d'une société externe spécialisée sur les risques de marché. Les couvertures et modalités sont détaillées en note 13.3 "instruments financiers" de l'annexe des comptes consolidés.

Au 31 décembre 2006, la dette moyen terme du groupe avant effets des instruments de couverture est pour 67 % à taux variable. Après effets des instruments de couverture, elle est à taux fixe pour 78 %.

Politique d'assurance.

La politique d'assurance mise en place a pour objectif de protéger le patrimoine du Groupe, de préserver des conséquences des responsabilités encourues vis-à-vis des tiers et du personnel, et de minimiser l'impact des sinistres sur les résultats financiers de l'entreprise.

Une identification et une évaluation des risques en termes d'exposition et de capitaux assurés, ont conduit à la souscription, par l'intermédiaire d'un courtier, de contrats d'assurances adaptés. Le groupe dispose ainsi de contrats dans des compagnies notoirement solvables dont le courtage est assuré par le cabinet Bessé à Nantes.

Pour son auto-assurance, le groupe utilise les solutions classiques à savoir les franchises.

Le montant total des primes d'assurances au titre de l'exercice 2006, s'élève à 466 K€ et représente 0,34 % du chiffre d'affaires.

■ Le résumé des garanties principales est le suivant :

Nature de l'assurance	Garanties principales	Montant assuré (en K€)
Tous risques sauf	Dommages aux biens Franchise :	50 M€ 36,7 K€
Responsabilité civile	Exploitation : tous dommages dont corporel dont pollution Après livraison (dont frais de retrait)	7,6 M€ 7,6 M€ 2,3 M€ 15 M€
Responsabilité mandataires sociaux	Litiges mettant en cause les mandataires sociaux et cadres de Direction. Franchise :	4,6 M€ 30 K€
Perte financière suite à l'atteinte à l'image de marque de la société	Conséquences financières suite à une attaque médiatique concernant l'entreprise. Franchise :	5,2 M€ 0,5 M€

À la connaissance de l'entreprise, dans les domaines couverts par les assureurs, il n'existe pas de risque significatif non assuré. Néanmoins, il ne peut être affirmé que le Groupe ne subira, dans le futur, aucune perte non couverte.

8 RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ TIPIAK S.A.

Présentation des comptes annuels.

Les comptes sociaux annuels au 31 décembre 2006 ne comportent pas de changement de méthode, ni de présentation par rapport à ceux établis au 31 décembre 2005.

- Activité et résultats de la société Tipiak S.A.

La société Tipiak, qui détient la totalité du capital de ses filiales, assure le contrôle des activités du Groupe et fournit des prestations de services et d'assistance auprès d'elles. Son activité de prestataire de services au profit de ses filiales s'est poursuivie normalement tout au long de l'année 2006.

Dans ce cadre, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 7,9 M€ (7,23 M€ en 2005). Elle a perçu de ses filiales, à titre de dividendes, des produits financiers pour un montant de 1,17 M€. Le bénéfice net issu de l'ensemble de ces opérations, ressort à 3,33 M€ (2,96 M€ en 2005).

Au cours de l'exercice, afin de répondre au développement du Groupe, la société a procédé à la structuration de son endettement. Elle a négocié auprès de ses partenaires bancaires de nouvelles lignes de financement pour un montant de 14,8 M€. Au 31 décembre 2006, les dettes financières de la société, nettes des avances en comptes courants des filiales et des disponibilités, s'élèvent à 18,4 M€, pour un montant de capitaux propres (avant distribution) de 24,9 M€.

Activités des filiales et des sociétés contrôlées.

Secteur "sec":

La société Tipiak Épicerie, implantée à Saint-Aignan-de-Grand-Lieu près de Nantes (44), leader sur les marchés "aides pour cuisiner" et "accompagnements céréaliers", a réalisé, au cours de l'exercice 2006, un chiffre d'affaires de 54,4 M€ (52,1 M€ en 2005), en progression de 4,4 %. L'activité GMS (60 % du chiffre d'affaires de la société) progresse de 3,5 %, grâce aux ventes à marque Tipiak dynamisées par deux campagnes de publicité TV. À l'international, soit 24 % du chiffre d'affaires net, les ventes progressent de 9 %, notamment dans les circuits "industrie" et "Tipiak Inc." (Amérique du Nord). Sur le plan industriel, la société a finalisé son programme de rénovation de son atelier de conditionnement et a investi dans le renouvellement d'une partie de son parc machines pour un montant global de 1,5 M€.

La société Gesnoin, implantée à Pont l'Evêque (14), spécialiste des "croûtons" et "feuilletés prêts à garnir", a réalisé, au cours de l'exercice, un chiffre d'affaires de 17,2 M€ (16,5 M€ en 2005), en progression de près de 4 %. Si les ventes en GMS ont été stables, l'activité du pôle a été particulièrement dynamique dans le circuit industrie et à l'exportation. Les investissements (0,5 M€) ont porté sur l'amélioration de la productivité d'une ligne de fabrication "croûtons" et sur le renouvellement de matériels de conditionnement.

La filiale américaine, Tipiak Inc., installée à Stamford dans le Connecticut, a réalisé, au cours de l'exercice 2006, un chiffre d'affaires de 3,35 M\$, en progression de près de 23 %. Les ventes ont progressé significativement dans l'activité "négoce" (amidon de manioc).

Secteur "froid":

La société Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, dont le siège social est à Fouesnant près de Quimper (29), a réalisé, au cours de l'exercice 2006 un chiffre d'affaires de 62,6 M€ (57,3 M€ en 2005), en progression de plus de 9 %. L'activité a été marquée par une croissance généralisée des ventes dans tous les circuits de distribution à l'exception de la RHD. Cette croissance a été particulièrement dynamique dans les circuits spécialisés surgelés. Les résultats de l'exercice ont été très affectés par la poursuite des fortes hausses des produits de la mer (noix de Saint-Jacques et morue). Par ailleurs, la société a réalisé la cession de son site industriel de Trégunc désactivé depuis 2004 suite au regroupement des productions de Fouesnant et Trégunc sur le site de Fouesnant .

La société Tipiak Traiteur-Pâtissier, implantée à Malville près de Nantes (44), spécialiste des produits surgelés ou frais destinés aux cocktails, a vu la croissance de ses ventes s'accélérer au cours de l'exercice 2006. Le chiffre d'affaires s'établit à 46,8 M€, en progression de près de 20 %. Le dynamisme des ventes sur les circuits spécialisés s'est poursuivi. En fin d'année, la société a rencontré des difficultés de production au regard du fort niveau d'activité de la période. Celle-ci a engendré des coûts de non qualité qui ont pesé sur ses résultats. En 2006, elle a engagé son programme d'investissements destiné à augmenter ses capacités de production par l'extension de l'usine de Saint-Herblain (44). Le programme sera poursuivi en 2007 par l'extension de l'usine de Pont-Château.

Informations sur le capital social et l'activité boursière.

Capital social:

A la fin de l'exercice 2006, le capital social s'élève à 2 668 440 € divisé en 889 480 actions de 3 € de nominal. Le Conseil d'administration du 29 janvier 2007 a constaté l'augmentation de capital d'un montant de 30 750 euros, consécutive à la levée, au cours de l'exercice, de 10 250 options de souscription d'actions.

Les droits de vote attachés aux actions sont des droits de vote "simples".

Capital potentiel:

Le Conseil d'administration a été autorisé par les Assemblées générales extraordinaires des 17 avril 1996 et 22 juin 2000 à émettre des options de souscription d'actions. À ce jour, le nombre d'options attribuées et non levées s'élève à 32 500 options représentant un montant de 97 500 € de capital. Le capital potentiel, en cas d'exercice de ces options, s'élève à 2 765 940 €, divisé en 921 980 actions de 3 € chacune.

■ Répartition du capital social (principaux actionnaires) :

% supérieur à	Société de Gestion Billard	Société Grould Jeune	Société Tipiak
3			
5			X
10			
15			
20			
25			
33,33	X	Χ	
50			
66,66			
90			
95			



Aucun actionnaire n'a porté, à notre connaissance, une prise de participation supérieure aux seuils mentionnés dans le tableau de répartition ci-dessus, comme le prévoient la loi et nos statuts.

Participation des salariés au capital social :

Dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise, le Fonds Commun de Placement des salariés détient, au 31 décembre 2006, 16 400 actions de la société Tipiak, soit 1,84 % du capital.

Opérations effectuées par la société sur ses propres titres :

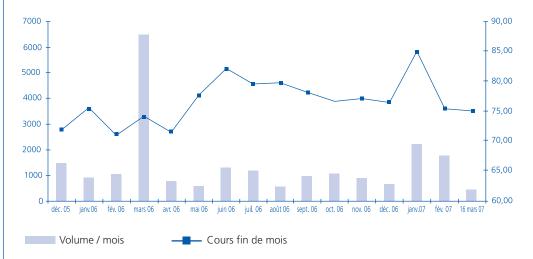
Au 31 décembre 2006, la société possède 75 395 de ses propres actions, représentant 8,48 % du capital social, pour un montant global de 4 607 K€. Ces titres sont destinés à alimenter les programmes d'options d'achats d'actions.

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales ordinaires du 17 juin 2005 et 16 juin 2006, la société a acheté 13 324 de ses propres actions au cours moyen d'achat de 75 € et a délivré, au titre des levées d'options d'achats d'actions consenties, 2 239 actions.

Par ailleurs, un contrat d'animation et de liquidité du titre Tipiak a été conclu entre la société Tipiak S.A. et la société de Bourse Portzamparc à Nantes (44). Au 31 décembre 2006, la valorisation de ce contrat s'élève à 97 659 €, liquidité comprise et le nombre d'actions à 886 actions Tipiak. Au cours de l'année, les opérations se résument en l'achat de 962 titres et en la vente de 1002 titres à un cours moyen pour l'ensemble de ces opérations de 76 € par action.

Activité du titre en bourse :

L'action de la société Tipiak est inscrite sur le marché EuroNext et fait l'objet d'une cotation au compartiment C de la cote.



Le titre a clôturé l'année 2006 sur un cours de cotation de 76,30 €, en progression de 6,1 % par rapport au cours du 31 décembre 2005. Tout au long de l'année, il a évolué dans une configuration identique à celle de 2005 autour d'un cours pivot de 76 €, avec un plus bas de 69,90 € en janvier 2006 et un plus haut de 83,50 € en juin 2006. Au 31 décembre 2006, la capitalisation boursière de Tipiak s'élève à 67,9 M€.

Fin janvier 2007, le cours de l'action est reparti à la hausse et a affiché un plus haut historique de 85,90 € pour revenir, courant février, sur son cours pivot de 75 €.

Résultats de la société Tipiak S.A. au cours des cinq derniers exercices (et autres éléments caractéristiques).

Nature des indications	Exercice 2002 (12 mois)	Exercice 2003 (12 mois)	Exercice 2004 (12 mois)	Exercice 2005 (12 mois)	Exercice 2006 (12 mois)
Capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social Nombre d'actions ordinaires existantes	2 604 090 868 030	2 606 790 868 930	2 627 040 875 680	2 637 690 879 230	2 668 440 889 480
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer : - par conversion d'obligations - par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements	6 474	6 927	7 123	7 234	7 918
et provisions	2 831	2 977	3 538	4 657	4 151
Impôts sur les bénéfices	(597)	(730)	(386)	(474)	(14)
Participation et intéressement dus au titre de l'exercice	27	26	54	19	14
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements					
et provisions Résultat distribué	1 389	1 401	2 192	2 959	3 329
Résultats par action (en euros)	1 701	1 738	1 926	2 066	2 348 (1)
Résultats après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,57	2,56	4,04	5,30	4,63
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,60	1,61	2,50	3,36	3,74
Dividende attribué à chaque action	1,96	2,00	2,20	2,4	2,64 ⁽¹⁾
Personnel	1,50	2,00	2,20	۷,٦	2,07
Effectif moyen au cours de l'exercice	30	35	35	35	34
Montant de la masse salariale de l'exercice (en milliers d'euros)	1 356	1 430	1 472	1 665	1 652
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (en milliers d'euros)	666	763	738	825	797

⁽¹⁾ Proposition de distribution.

Le Gouvernement d'entreprise.

Le Conseil d'Administration : composition au 31 décembre 2006.

Le Conseil d'administration est composé de onze membres : neuf personnes physiques et deux personnes morales. En vertu de l'article 12 des statuts, chaque administrateur détient au moins une action de la société.

La liste des administrateurs de la société et des représentants permanents des personnes morales administrateurs, comprenant la date de première nomination, la date d'échéance du mandat, la fonction principale exercée dans la société et celle exercée en-dehors de la société, est récapitulée dans le tableau ci-dessous.

Nom - Prénom ou dénomination sociale des administrateurs	Nom - Prénom des représentants permanents des personnes morales administrateurs	Fonctions au sein de TIPIAK	Date première nomination	Date échéance du mandat TIPIAK	Autres sociétés	Fonctions
GROUÈS Hubert		Président Directeur Général	1992	2012	-	-
S ^{té} Maison GROULT	B.GROULT Pierre	Administrateur	1967	2012	-	-
BORDEAUX- GROULT Robert		Administrateur	1991	2010	Société Maison Groult	Administrateur
ANDRÉ Jacques		Administrateur	1984	2008	Société de Gestion Billard	Directeur Généra
Xavier FLEUROT		Administrateur	2004	2007	Comptoir du Sud Ouest	Directeur Généra
LE JOILLE Éric		Administrateur	1982	2008	Société de Gestion Billard	Directeur Généra
MORTIMER Henry Tilford J.r.		Administrateur	1977	2007	Danskin, Inc. Valu-trac Master Fund SPC Valu-trac Strategic Fund SPC Valu-trac Strategic Fund LLC	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
					Republic Capital Access LLC	Administrateur
de NAVACELLE Victoria		Administrateur	1982	2008	-	-
Banque Neuflize OBC	de MURARD Ghislain	Administrateur	1989	2010	Sofica-Valor 5 (SA) Neuflize OBC Conseil Corporate Finance (SAS) Sofica UGC 1 (SA) Crosslog (SA) France Télévision Images Sofica Europacorp (SA)	Président Directeu Général Président Directeur Généra et Administrateur Administrateur Représentant permanent de Neuflize OBC Conseil Corporat Finance, Administrateur Représentant permanent de Neuflize OBC Conseil Corporat Finance, Administrateur
de ROQUETTE - BUISSON Antoine		Administrateur	2006	2012	Chene et Cie	Membre du conseil de surveillance
ROUSSEL Hervé		Administrateur	1976	2008	Société de Gestion Billard	Président

Administrateurs indépendants :

Le Conseil d'administration est composé de onze membres : huit administrateurs représentent les actionnaires principaux de la société, deux administrateurs ont la qualité d'administrateurs indépendants et le Président Directeur Général.

Le Conseil ne dispose pas d'Administrateurs élus par les salariés.



Évolution du Conseil d'Administration.

Au cours de l'exercice 2006, la composition du Conseil d'Administration a évolué comme suit :

- nomination de M. Antoine de ROQUETTE-BUISSON en qualité d'administrateur (assemblée générale du 16 juin 2006),
- non renouvellement du mandat d'administrateur de M. Paul-Hubert THIEBAUT (assemblée générale du 16 juin 2006)
- Par ailleurs, le Conseil d'Administration du 17 mars 2006 a pris acte de la désignation de M. Ghislain de MURARD en qualité de représentant permanent de la Banque Neuflize OBC.

Rôle et fonctionnement du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration définit la stratégie de l'entreprise, évalue les projets, désigne les mandataires sociaux, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires.

Il n'existe pas de règlement intérieur pour le fonctionnement du Conseil d'administration de TIPIAK. Mais, le Conseil, attentif à l'évaluation de son action, surveille des indicateurs quantitatifs tels que la fréquence des réunions et le taux de présence des administrateurs. Le taux de présence aux Conseils d'administration tenus en 2006 est de 82,6 %.

Conseils d'administration tenus en 2006.

Au cours de l'exercice écoulé les Administrateurs, convoqués par le Président, se sont réunis six fois et ont tenu quatre conseils d'administration : 27 janvier, 17 mars, 16 juin et 29 septembre.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil des 17 mars et 29 septembre 2006 qui ont examiné et arrêté les comptes annuels et semestriels.

Le 16 mars 2006, les administrateurs se sont réunis avec la Direction Générale du Groupe et des pôles, afin de valider les orientations stratégiques du plan 2006 - 2008 et les perspectives 2006. Au cours de cette réunion, ont été présentés et discutés, pôle par pôle, l'analyse de l'environnement, les axes stratégiques et les résultats économiques prévisionnels, ainsi qu'une synthèse financière : résultat économique, structure financière, plan de financement à trois ans.

Le 29 septembre 2006, les administrateurs se sont réunis afin d'échanger sur les orientations stratégiques du groupe à moyen terme.

Accès à l'information des administrateurs.

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs font l'objet d'un envoi préalable à chaque administrateur.

Chaque mois, le Président remet un rapport d'activité sur la période, accompagné des tableaux de synthèse sur les résultats et de documentation pouvant avoir un intérêt pour l'entreprise.

Les documents de présentation, de discussion et de validation des plans triennaux sont remis annuellement ; les budgets et plans d'action annuels font l'objet d'une révision quadrimestrielle validée par le Conseil d'administration.

Travaux du Conseil d'administration et des comités du Conseil.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration a pris les décisions relatives aux orientations stratégiques du Groupe et des pôles d'activités. Il a effectué le suivi des performances économiques et financières du Groupe et a validé la structuration de la dette du Groupe.

Il a par ailleurs procédé à l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005 et des comptes semestriels au 30 juin 2006.

Le Conseil a mis en place un "comité de rémunération" composé de 4 membres choisis par les administrateurs. Il se réunit une à deux fois par an. Il propose au Conseil la fixation et les évolutions de la rémunération et des stocks options du Président.

Pouvoirs du Directeur Général.

Monsieur Hubert GROUÈS est maintenu dans ses fonctions de Président Directeur Général. Depuis la décision du Conseil d'administration du 14 mai 1992, il n'a pas été apporté de limitations aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Intérêts des dirigeants.

Le Groupe Tipiak n'entretient aucune relation d'exploitation avec les sociétés extérieures dont les membres du Conseil d'administration sont mandataires sociaux.

Au titre de leur mission au sein du Conseil d'administration, chacun des onze administrateurs a perçu en 2006, un montant de jetons de présence de 10 000 €. Il n'existe pas de prime de départ ni de prime d'arrivée pour les administrateurs autre que l'indemnité contractuelle fixée par le Conseil d'administration du 14 mai 1992, fixant les conditions de mandat d'Hubert GROUÈS. Au cas où il serait mis fin à son mandat social, il recevrait une indemnité contractuelle de fin de mandat correspondant à une année de rémunération part variable comprise.

Au titre de l'exercice 2006, le Président Directeur Général, a perçu une rémunération brute annuelle de 232 115 €. Dans le cadre de ses fonctions, il a bénéficié d'un véhicule de société dont le montant de l'avantage en nature s'est élevé à 5 110 € et d'une garantie GSC dont le montant de l'avantage ressort à 15 429 €. Par ailleurs, au vu des résultats annuels du Groupe en 2005, le Conseil d'administration lui a attribué une prime sur objectifs de 86 561 € et au vu de la performance cumulée des derniers exercices, un bonus sur résultats de 66 500 €.

Au cours de l'exercice, le Président Directeur Général a levé 10 000 options de souscription d'actions au prix de 48,17 € et le Conseil d'administration du 29 septembre 2006, lui a consenti 8 000 options nouvelles d'achats d'actions au prix de 75,54 €.

Le Contrôle interne.

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne.

Préambule

Ce rapport a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration conformément à l'article L 255-37 du Code du Commerce modifié par la loi sur la sécurité financière du 1^{er} août 2003 et la loi pour la confiance et la modernisation de l'économie du 26 juillet 2005. Compte tenu de la filialisation des différentes activités de la société, ce rapport couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe. Le fonctionnement du Conseil d'administration ainsi que la limitation des pouvoirs du Directeur Général sont décrits dans le chapitre ci-dessus "le gouvernement d'entreprise".

Définition du contrôle interne.

Le contrôle interne en vigueur dans la société a pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société;
- de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier.

Le contrôle interne ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Environnement du contrôle interne.

Le contrôle interne mis en œuvre dans le Groupe, repose sur l'organisation et la méthodologie suivantes :

TIPIAK exerce son activité à partir d'unités opérationnelles appelées pôles d'activité, disposant d'une autonomie de décision et de responsabilité.

Le management est organisé autour de six processus clefs communs aux pôles d'activité. Ils permettent une vision transverse pour un pilotage coordonné des domaines dans lesquels l'entreprise a décidé de mesurer sa compétitivité et où se joue son développement durable.

La Direction de l'entreprise s'appuie sur une charte des valeurs où le sens de la responsabilité et du respect est mis en avant. Ces valeurs sont : l'anticipation, la qualité dès la conception, la formation, la motivation, la considération, le respect de la personne.

■ Évaluation des risques :

Une analyse de l'environnement externe et interne de chaque service, de chaque pôle et de l'entreprise est menée chaque année au cours de l'élaboration du plan stratégique à trois ans. Ce processus conduit à l'établissement des objectifs économiques de l'entreprise pour la période. Le plan est décliné en un budget annuel révisé deux fois par an.

Les objectifs ainsi définis sont retranscrits dans les objectifs individuels de l'encadrement. Les réalisations sont analysées et comparées mensuellement aux objectifs du budget.

Un comité d'audit dont la mission est d'analyser les résultats économiques de chaque pôle, d'évaluer les risques et d'identifier des plans d'action pour l'atteinte des objectifs fixés, réunit la Direction Générale Groupe, la Direction Générale du pôle et la Direction Administrative et Financière.

Activités de contrôle :

Chaque pôle d'activité met en œuvre son propre système d'assurance qualité et applique les procédures définies dans le cadre de ce référentiel. Certaines procédures s'appliquent à l'ensemble des pôles lorsqu'elles portent sur les processus clefs ou sur des activités communes aux pôles (Informatique, Comptabilité et finances).

Ces procédures permettent de définir l'approbation, l'autorisation, la vérification et le rapprochement des opérations, la sécurité des actifs ou la séparation des fonctions.

■ Information et communication :

Les pôles mutualisent leur système d'information en s'appuyant sur l'utilisation de progiciels (logiciels standard du marché) avec une volonté de réduire le plus possible la part des adaptations spécifiques. L'homogénéité des outils sur l'ensemble des pôles et l'unicité des données par la centralisation des systèmes de traitement sont mis en avant.

Les principaux outils de reporting, d'élaboration des budgets et plans sont normalisés et partagés par tous les pôles d'activité.

■ Pilotage du système de contrôle interne :

Dans le cadre du système d'assurance qualité, des audits internes récurrents sont menés sur les principaux processus des pôles. Des audits ponctuels sont également menés par la Direction administrative et financière.

Les audits externes menés par les organismes certificateurs nous permettent d'adapter notre système de contrôle interne.

Dans le cadre de leurs diligences, les Commissaires aux comptes apprécient nos procédures de contrôle interne et nous communiquent leurs remarques.

Principales réalisations en 2006.

Au cours de l'année 2006, l'entreprise a réalisé l'ensemble des actions planifiées contribuant à améliorer le contrôle interne : animation des comités de coordination transversale des processus clefs (Ressources humaines, Marque TIPIAK, Contrôle de gestion, Système d'information, Qualité - Sécurité), poursuite des formations et des réunions de sensibilisation à la gestion de projet auprès de l'encadrement du Groupe, généralisation auprès de l'ensemble des cadres, des synthèses mensuelles d'activité, révision des principales procédures comptables et financières et réalisations d'audits dans les pôles.

Au cours de l'année, l'entreprise a poursuivi la démarche d'élaboration de la cartographie des risques. Après une évaluation préliminaire de l'environnement de contrôle, une démarche spécifique a été engagée, pôle par pôle, avec la participation de leur management.

Un univers des risques a été établi par chaque pôle au sein de son Comité de Direction. La centaine de risques dits "inhérents" répertoriés a fait l'objet d'une évaluation en fonction de leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur les objectifs de l'entreprise. Une évaluation des dispositifs de contrôle permettant de maintenir sous contrôle les risques les plus critiques, a été faite. Les résultats de cette évaluation ont permis d'identifier, dans chaque pôle, dix risques résiduels pour lesquels ont été définis des plans d'action.

Afin de pérenniser la démarche, une revue des risques identifiés est effectuée au cours du processus d'élaboration du plan stratégique à trois ans.

Un audit de la filiale Tipiak inc. a été réalisé en fin d'année 2006 par la Direction Administrative et Financière. Cet audit avait pour objectif d'évaluer les risques de l'entité dans son activité, d'apprécier la bonne application des procédures internes du Groupe et d'effectuer le suivi des recommandations faites lors du précédent audit.

Processus de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Il n'a pas été apporté de modification dans l'organisation comptable et financière du Groupe.

De par son organisation comptable et financière centralisée, l'entreprise a mis en œuvre les moyens d'assurer une information comptable et financière conforme à la législation et aux normes en vigueur et de donner aux actionnaires et aux tiers les moyens d'apprécier l'évolution des performances du Groupe et de la valeur patrimoniale de l'entreprise.

Toutes les informations qui concourent à la réalisation des états financiers sont centralisées au sein d'un service comptable indépendant, partagé par l'ensemble des sociétés du Groupe. Ainsi, l'homogénéité des procédures et des traitements est assurée et les ressources et compétences mutualisées. Par ailleurs, le traitement des informations principales : comptables, financières, économiques, est effectué sur des outils communs aux pôles.

Le service comptable du Groupe s'assure que le suivi et la protection des actifs sont correctement réalisés. Dans le cadre de reporting périodique, il est informé de toute modification des passifs. La séparation des tâches, l'utilisation d'outils uniques et performants et la centralisation des traitements des flux financiers permettent de limiter les risques d'erreurs ou de fraudes.

Les comptes sont audités au moins deux fois par an par les Commissaires aux comptes, lors des arrêtés semestriels et annuels.

Orientation et priorités de l'audit interne.

Les principales actions d'audit interne porteront sur l'actualisation de la cartographie des risques et l'animation et le suivi des actions attachées. Afin de mieux faire partager la démarche et les enjeux à l'ensemble du management du groupe, un référentiel de gestion des risques sera diffusé dès 2007.

D'autres actions de contrôle interne seront développées :

- Un audit des systèmes d'information de production du secteur "froid" visant à s'assurer de la correcte application des procédures mises en place, de la qualité et la fiabilité des données et à optimiser le système de gestion mis en place au cours de ces deux dernières années sera réalisé.
- Afin de renforcer l'efficacité des pratiques dans le domaine de la sécurité du travail, un diagnostic sera conduit dans les principaux sites industriels du Groupe. Il permettra d'apprécier le niveau de gestion de la sécurité, d'évaluer par une analyse documentaire le respect des exigences réglementaires et de sensibiliser l'encadrement dans son rôle et sa responsabilité dans ce domaine.
- Actualisation de certaines procédures internes : la procédure "achats et approvisionnements" applicable à l'ensemble des pôles d'activités du Groupe fera l'objet d'une refonte afin de mieux appréhender le risque "fournisseur".

Fait à Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, le 16 mars 2007.

M. Hubert GROUÈS.

rapport des Commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2006

Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société Tipiak S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à de l'information comptable et financière.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Tipiak S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Nantes, le 20 avril 2007 Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit Département de KPMG S.A. Cabinet Jacques Boullier

Franck Noël Associé Jacques Boullier Associé



Le contrôle externe.

Les Commissaires aux comptes en exercice au 31 décembre 2006 sont les suivants :

Commissaires aux comptes titulaires.

- Société KPMG dont le siège est situé à LEVALLOIS-PERRET (92300), 2 bis, rue de Villiers, représentée par Monsieur Frank NOEL.
- Cabinet Jacques BOULLIER dont le siège est situé à NANTES (44000), 13, rue de Strasbourg, représenté par Monsieur Jacques BOULLIER.
- Société EXCO-ATLANTIQUE dont le siège est situé à NANTES (44000), 46 bis, rue des Hauts Pavés, représentée par Monsieur François MACÉ.

Commissaires aux comptes suppléants.

- Société PRAXOR Audit dont le siège est situé à PARIS (75008), 156, boulevard Haussmann, représentée par Monsieur Henri GRILLET.
- Cabinet Jean-Jacques BÉCOUZE et Associés dont le siège est situé à ANGERS (49000), 32, rue de Rennes, représenté par Monsieur Jean-Jacques BÉCOUZE.
- Monsieur Jean GRAVIER demeurant à NANTES (44000), 46 bis, rue des Hauts Pavés.
- Mandats au 31 décembre 2006 :

Désignation des Commissaires aux comptes titulaires	Tipiak S.A. et consolidés	Épicorio	Gesnoin	Tipiak Traiteur Pâtissier	Tipiak Plats Cuisinés Surgelés
KPMG	Х	Х			Х
Cabinet BOULLIER	Х	Χ			Х
EXCO-ATLANTIQUE			Х	Х	

■ Honoraires des Commissaires aux comptes (hors frais) en 2006 : dans le cadre de leur mandat de commissariat aux comptes (audit, certification, examen des comptes sociaux et consolidés), les honoraires des Commissaires aux comptes se répartissent par mandat de la façon suivante :

Libellé	KPMG	Cabinet BOULLIER	EXCO Atlantique
Audit et certification	65 400 €	59 400 €	37 400 €
Autres diligences et prestations	4 000 €	1 000 €	-
Total	69 400 €	60 400 €	37 400 €

Les Commissaires aux comptes désignés n'ont exercé aucune autre prestation dans le domaine juridique, fiscal, social, les technologies de l'information et l'audit interne.

9 • RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous présentons, ci-dessous, l'ensemble des dispositions qui sont à prendre dans le cadre de l'Assemblée générale mixte du 14 juin 2007.

De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire.

- Approbation des comptes de l'exercice 2006.
- Proposition d'affectation des résultats :

Libellé	Montant en €	
Bénéfice net de l'exercice 2006 s'élevant à	3 329 120	
augmenté du "report à nouveau bénéficiaire", soit	7 803 502	
soit l'ensemble égal à	11 132 622	
aux actionnaires, à titre de dividendes, pour	2 348 227	
le solde en "report à nouveau", soit	8 784 395	
Le dividende revenant à chaque action est ainsi fixé à	2,64 €	

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 4 juillet 2007.

Par ailleurs, il est précisé que, lors de leur mise en paiement, les dividendes correspondant aux actions détenues par la société seront déduits du dividende global et affectés en "report à nouveau".

Conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que pour les trois exercices précédents, les montants des revenus distribués ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Montant distribué	Dividende distribué	Avoir fiscal
2005 (versé en 2006)	879 230	2 110 152 €	2,40 €	(1)
2004 (versé en 2005)	875 680	1 926 496 €	2,20 €	(2)
2003 (versé en 2004)	868 930	1 737 860 €	2,00€	1,00 €

⁽¹⁾ Montant éligible à l'abattement de 40 % sur la totalité.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquiès du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice prennent en charge une somme de 9 169 € correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

■ Approbation des conventions visées à l'article L 225-38 du code de Commerce :

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce, régulièrement autorisées par votre Conseil. Vos Commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions ; ils vous les présentent et vous donnent, à leur sujet, toutes les informations requises dans leur rapport spécial. Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

⁽²⁾ Montant éligible à l'abattement de 50 % sur la totalité.

Renouvellement de mandats d'administrateurs :

Nous vous demandons de vous prononcer sur le renouvellement des mandats d'administrateurs de Monsieur Xavier FLEUROT et de Monsieur Henry Tilford MORTIMER Jr.

Nomination d'un co-Commissaire aux comptes titulaire et renouvellement du mandat du co-Commissaire et suppléant :

Nous vous demandons de vous prononcer sur la nomination de la Société A.R.C. (Atlantique Révision Conseil) dont le siège est situé à La Roche-sur-Yon (85000), 52 rue Jacques-Yves Cousteau, représentée par Monsieur Jacques DELPECH, en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire, et de renouveler le mandat du Cabinet Jean-Jacques BECOUZE, représenté par Monsieur Jean-Jacques BECOUZE dont le siège est situé à Angers (49100), 19 rue René Rouchy, en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant.

Autorisation à donner au Conseil de procéder au rachat d'actions de la société :

Nous vous demandons d'autoriser le Conseil d'administration à procéder, conformément à l'article L 225-209 du Code de Commerce, aux dispositions du règlement 2273/2003 du 22 décembre 2003, et aux articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, à des rachats des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social, en vue :

- soit de les attribuer aux dirigeants, mandataires sociaux, membres du personnel ou de certains d'entre eux de la Société et/ou d'autres entités du Groupe Tipiak, soit dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions, soit plus généralement dans le cadre de toute cession et/ou attribution d'actions aux salariés, dirigeants ou mandataires sociaux dans le cadre des dispositions légales;
- soit de couvrir l'exercice d'options de conversion, d'échange ou de tout autre mécanisme de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions ;
- soit d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- soit de l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le prix unitaire net d'achat maximum des actions, hors frais, est égal à 110 €.

Le nombre d'actions à acquérir, dans la limite du plafond légal de 10 % du capital social et compte tenu du nombre d'actions détenues par la société au 16 mars 2007, s'élève à 6 273 actions. Le montant maximum destiné à la réalisation de ce programme sous les conditions évoquées ci-dessus, s'établit à 690 030 €.

La présente autorisation sera donnée pour une durée maximum de 18 mois. Elle annulera et remplacera celle que vous avez précédemment accordée lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 16 juin 2006.

De la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire.

Ouverture d'un nouveau plan d'options d'achat d'actions :

Il est demandé à l'Assemblée générale extraordinaire d'autoriser le Conseil d'administration à consentir, au bénéfice de cadres dirigeants et de certains membres du personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce, des options d'achat d'actions de la société Tipiak, en vue de les fidéliser à l'entreprise et de les associer à l'accroissement de la valeur de l'action à moyen terme.

Le délai pendant lequel le Conseil d'administration pourra faire usage de cette autorisation est fixé à trente huit mois à compter de la présente assemblée. Il pourra utiliser cette autorisation en une ou plusieurs fois.

Le nombre total des options d'achat d'actions qui pourront être consenties est limité à 20 000 actions.

Ces actions pourront, notamment, provenir d'un rachat préalable effectué par la société, en conformité de l'article L.225-209 du Code de Commerce.

Le Conseil d'administration fixera le prix d'achat de l'action offerte en option, conformément à la législation en vigueur, le jour où il prendra la décision d'offrir des options ; ce prix ne pourra être inférieur au prix minimum déterminé par les dispositions légales alors en vigueur, et aucune option ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital.

Ce prix ne pourra être modifié sauf si, pendant la période durant laquelle les options pourront être exercées, la société vient à réaliser une ou des opérations financières prévues par la loi. Dans ce cas, le Conseil d'administration procédera, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix et du nombre des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération prévue.

Les options devront être levées dans un délai maximum de 10 ans à compter du jour où elles seront consenties.

Le Conseil d'administration fixera les modalités d'exercice des options et celles de cession des actions issues des options levées.

Principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés :

Il est également demandé à l'Assemblée générale extraordinaire statuant en application des articles L.225-129-6 et L.225-138 du Code de Commerce et de l'article L.443-5 du Code du travail, d'autoriser le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions de numéraire réservées aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées, adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan partenarial d'épargne salariale volontaire.

Il est proposé à l'Assemblée générale de supprimer, en faveur de ces personnes, le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente autorisation

La durée de validité de cette autorisation sera fixée à dix huit mois, à compter de la présente assemblée

Le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente autorisation sera limité à trois pour cent (3 %) du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'administration réalisant cette augmentation.

Le prix des actions à souscrire ne pourra être, ni supérieur à la moyenne des cours côtés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne.

Pouvoirs donnés au Conseil d'Administration :

Tous pouvoirs seront conférés au Conseil d'administration pour mettre en oeuvre la présente autorisation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

Le Conseil d'administration, le 16 mars 2007

COMPTES CONSOLIDÉS ET COMPTES SOCIAUX

COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan consolidé au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)

Actif		31/12/2006	31/12/2005
Actifs non courants :			
Écarts d'acquisition	(note 5)	6 949	6 949
Autres Immobilisations incorporelles	(note 5)	563	539
Immobilisations corporelles	(note 6)	43 069	39 575
Immobilisations financières	(note 7)	67	66
Impôts différés	(note 21)	30	35
Total actifs non courants		50 678	47 164
Actifs courants :			
Immobilisations destinées à être cédées	(note 6)	-	700
Stocks	(note 8)	16 317	13 724
Clients et comptes rattachés	(note 9)	55 940	47 328
Autres débiteurs	(note 10)	7 470	6 513
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(note 11)	1 745	89
Total actifs courants		81 472	69 162
Total actifs		132 150	116 326

Passif		31/12/2006	31/12/2005
Capital		2 668	2 637
Primes		10 524	9 708
Actions propres		-4 674	-3 768
Réserves		16 284	13 689
Résultats comptabilisés en capitaux propres (IV)		-154	-285
Résultat consolidé - part du Groupe		4 001	4 578
Total capitaux propres	(note 12)	28 649	26 559
Passifs non courants :			
Emprunts portant intérêts	(note 13)	24 742	13 077
Provisions pour avantages du personnel	(note 15)	2 227	2 184
Autres provisions	(note 16)	241	449
Impôts différés	(note 21)	4 593	4 021
Total passifs non courants		31 803	19 731
Passifs courants :			
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	(note 13)	26 069	27 042
Fournisseurs et comptes rattachés		36 320	34 255
Dettes fiscales et sociales	(note 14)	9 200	8 159
Autres créditeurs	(note 14)	109	507
Autres provisions	(note 13)	-	73
Total passifs courants		71 698	70 036
Total passifs		132 150	116 326

• compte de résultat consolidé 2006

(en milliers d'euros)

Libellé		Exercice 2006	Exercice 2005
Chiffre d'affaires net	(note18)	138 379	124 027
Variations de stocks de produits finis		1 915	1 259
Consommation de matières premières et ma	archandises	-56 364	-47 462
Marge brute		83 930	77 824
Autres charges externes	(note 22)	-25 096	-23 974
Impôts et taxes		-3 224	-2 736
Frais de personnel	(note 19)	-43 192	-38 787
Excédent brut d'exploitation		12 418	12 327
Amortissements	(notes 5 et 6)	-4 926	-4 578
Dépréciations		-464	-106
Autres charges opérationnelles	(note 23)	-257	-424
Autres produits opérationnels	(note 23)	517	1 256
Résultat opérationnel		7 288	8 475
Coût de l'endettement brut	(note 20)	-1 754	-1 573
Produits financiers	(note 20)	427	291
Résultat avant impôts		5 961	7 193
Charge d'impôt sur les résultats	(note 21)	-1 960	-2 615
Résultat consolidé		4 001	4 578

Résultat par action (en euros)			
Résultat par action	(note 24)	4,92	5,21
Résultat par action après dilution	(note 24)	4,81	4,97

tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

Libellé	Exercice 2006	Exercice 2005
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :		
Résultat consolidé après impôt	4 001	4 578
Charge d'impôt courante	1 451	1 885
Variation de l'impôt différé par le résultat	509	730
Résultat Consolidé avant impôts	5 961	7 193
Amortissements et dépréciation des immobilisations	4 926	4 550
Dépréciations des Goodwills	0	0
Dépréciations d'actifs circulant	287	-177
Variation des provisions pour risques et charges	174	595
Plus-values de cessions des actifs cédés	-179	-923
Autres charges et produits calculés (Instruments financiers)	-325	-187
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	-8 962	-4 151
Décaissement d'impôt sur les sociétés	-1 665	-2 560
Variation de trésorerie issue des activités opérationnelles	217	4 340
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-8 471	-5 391
Variation nette des dettes sur immobilisations	213	-418
Cessions d'éléments de l'actif immobilisé	589	2 342
Variation de trésorerie issue des activités d'investissement	-7 669	-3 467
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Apports en Capital et Fonds propres	492	144
Dividendes versés	-1 934	-1 777
Acquisitions d'actions propres	-906	-312
Nouvelles dettes financières	14 800	3 000
Remboursement des dettes financières	-4 285	-5 041
Variation des cessions de créances commerciales (note 9)	-432	0
Variation de la trésorerie issue des activités de financement	7 735	-3 986
Variation de périmètre (trésorerie cédée)	0	-23
Incidence des écarts de conversion	-5	15
Variation nette de la trésorerie	278	-3 121
Trésorerie d'ouverture	-5 705	-2 584
Trésorerie de clôture (note 11)	-5 427	-5 705
Variation nette de trésorerie	278	-3 121

variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

Libellé	Capital émis	Primes	Avances primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultats latents	Résultat	Capitaux propres
Situation au 31/12/2004	2 627	9 203	46	-3 457	11 806	-138	-284	3 743	23 546
Affectation du résultat 2004					3 743			-3 743	0
Distribution de dividendes nette					-1 786				-1 786
Écarts de conversion						56			56
Émission d'actions et attribution d'options	11	134	325						470
Mouvements sur actions propres				-311					-311
Résultat de l'exercice 2005								4 578	4 578
Autres mouvements					7		-1		6
Situation au 31/12/2005	2 638	9 337	371	-3 768	13 770	-82	-285	4 578	26 559
Affectation du résultat 2005					4 578			-4 578	0
Distribution de dividendes nette					-1 934				-1 934
Écarts de conversion						-48			-48
Émission d'actions et attribution d'options	30	461	355						846
Mouvements sur actions propres				-906					-906
Résultat de l'exercice 2006								4 001	4 001
Autres mouvements							131		131
Situation au 31/12/2006	2 668	9 798	726	-4 674	16 414	-130	-154	4 001	28 649

état des profits et pertes comptabilisés

au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)

Libellé	Exercice 2006	Exercice 2005
Variations de valeurs des instruments financiers utilisés comme couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôt différé	131	90
Écarts actuariels sur la provision d'indemnités de départs en retraites	-	-91
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	131	-1
Résultat de l'exercice	4 001	4 578
Total des produits et charges comptabilisés au titre de l'exercice	4 132	4 577

(Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés. Les montants sont exprimés en milliers d'euros)

■ PRÉAMBULE

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2006 sont établis suivant les IFRS (International Financial Reporting Standard) en vigueur au 31 décembre 2006, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Note 1 ■ Informations relatives à l'entreprise

Cotée sur EuroNext (Compartiment C), Tipiak S.A. est une société anonyme de Droit français.

L'entreprise détient des positions de leader sur des marchés variés : aides pour cuisiner, accompagnements céréaliers, plats cuisinés surgelés, produits traiteur pâtissier et panification. Elle est positionnée sur des circuits de distribution diversifiés : GMS, circuits spécialisés surgelés, Restauration hors domicile, Industrie et International.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2006 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après "le Groupe").

Le conseil d'administration du 16 mars 2007 a arrêté les comptes annuels consolidés en IFRS et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 décembre 2006.

Note 2 ■ Faits marquants de l'exercice

- Croissance soutenue des chiffres d'affaires dans les deux secteurs "sec" et "froid"; les quatre pôles d'activité sont en nette progression.
- Dans **le secteur "froid"**: impact sur le résultat opérationnel des hausses des coûts des matières premières de la mer (noix de Saint-Jacques et morue). Saturation des usines liée à une très forte croissance des volumes. Les difficultés rencontrées sur le site industriel de Pont Château en fin d'année ont pesé sur la productivité du site : pertes matières et de produits finis, perte de productivité main d'œuvre. Agrandissement du site industriel de Saint-Herblain et cession du site de Trégunc.
- Dans **le secteur "sec" :** reprise de la croissance des ventes après une année 2005 stable et progression des résultats économiques.
- Structuration de la dette financière globale de l'entreprise et forte augmentation des besoins de financement en fin d'année liée au fort niveau d'activité.

Note 3 ■ Principales méthodes comptables

3.1. Présentation des états financiers consolidés.

Les états financiers sont présentés en euros, arrondis au millier d'euros le plus proche.

Les méthodes comptables, exposées ci après, ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes, à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle d'exploitation normale du Groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des "Actifs courants".

Les actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normale, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des "Dettes courantes". Tous les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du Groupe, d'exercer un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

3.2. Principes de consolidation.

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celles-ci. Le contrôle est présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Tipiak S.A. et de ses filiales préparés à la date d'établissement des comptes.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Le Groupe ne comprend aucune entité détenue conjointement qualifiée d'"Entreprise Associée" ou "Coentreprise".

Les soldes au bilan, les produits et charges internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Une liste des filiales est fournie en note 4.

3.3. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition.

L'écart d'acquisition ou goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la filiale à la date d'acquisition.

Le goodwill ne fait pas l'objet d'un amortissement mais fait l'objet d'une revue de perte de valeur à la fin de chaque exercice et dès qu'il existe un quelconque indice de perte de valeur, sur la base des cash-flows des unités génératrices de trésorerie (UGT) déterminés lors du plan à trois ans. Les UGT ont été identifiées au sein du Groupe comme étant les pôles d'activité : Epicerie, Panification, Traiteur Pâtissier et Plats cuisinés surgelés. La dernière revue a été effectuée en décembre 2006. Le taux d'actualisation, adapté au Groupe est de 6,02%. Les cash-flows de la dernière année sont actualisés à l'infini avec une hypothèse de croissance de 2%. Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'exercice 2006.

3.4. Méthode de conversion.

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou charges.

Les états financiers de la société Tipiak Inc., libellés en dollar US, sont convertis, pour le bilan, au cours du dollar US à la clôture, et au cours approchant le cours de change à la date de l'opération, pour le résultat. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les capitaux propres.

3.5. Autres actifs incorporels immobilisés.

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Ils incluent principalement les coûts d'acquisition et de mise en place de licences auprès de tiers, notamment d'utilisation de logiciels. Le coût annuel de maintenance est porté en charges.

3.6. Frais de recherche et de développement.

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement de produits et procédés nouveaux entrant dans des projets individualisés, sont immobilisées lorsque leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée. Toute dépense portée à l'actif est amortie sur la durée attendue des ventes futures issues du projet.

Au cours de l'exercice, il n'a pas été identifié de frais de développement pouvant être portés à l'actif.

3.7. Amortissements et dépréciations des actifs incorporels immobilisés.

Actifs à durée de vie déterminée :

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

■ Ensemble des actifs à durée de vie déterminée ou indéterminée :

Les valeurs comptables des actifs incorporels font l'objet d'un test de "Perte de valeur" lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et au minimum une fois par an pour les goodwills (voir note 3.3).

3.8. Actifs corporels immobilisés.

Les actifs corporels immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations ne sont pas immobilisés.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont déduites de la valeur comptable de l'actif correspondant et portées au compte de résultat de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

3.9. Amortissements et dépréciations des actifs corporels immobilisés.

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de "Perte de valeur" lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées moyennes d'amortissements retenues sont les suivantes :

Constructions:
Installations industrielles:
Matériel industriel:
Matériel de bureau et informatique:
Mobilier de bureau:
15 à 30 ans
5 à 20 ans
5 à 10 ans
3 à 5 ans
10 ans



3.10. Actifs immobilisés destinés à être cédés.

Les actifs destinés à être cédés et effectivement disponibles à la vente sont présentés sur une ligne distincte du bilan dès lors que la cession devient hautement probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Un actif destiné à la vente est évalué au montant le plus faible entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

3.11. Investissements financiers.

Tous les investissements financiers sont initialement constatés à la juste valeur.

Ensuite, les investissements financiers classés dans les catégories "Détenues à des fins de transaction" ou "Disponibles à la vente ", sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés en résultat. Les profits et pertes sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les investissements financiers sont comptabilisés à leur coût. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative et durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation est constatée par le résultat.

Les autres investissements financiers à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance, sont évalués au coût amorti.

- 3.12. Stocks.

Les stocks sont évalués au prix de revient sauf si la valeur nette de réalisation est plus faible.

Les coûts encourus pour amener et produire les stocks à l'endroit et dans l'état dans lequel ils se trouvent sont comptabilisés de la manière suivante :

- Pour les matières premières et marchandises, il s'agit du coût d'achat selon la méthode du prix moyen pondéré.
- Pour les produits finis et encours, il s'agit des coûts des matières et de la main d'œuvre directe, d'une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale de production, à l'exclusion du coût des emprunts.
- La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts d'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

- 3.13. Capitaux propres et réserves.

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de Capitaux propres. Les actions propres sont déduites du total des Capitaux propres et classées sous la rubrique "Actions propres".

Les dividendes sont comptabilisés en dettes dès qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

- 3.14. Emprunts portant intérêts.

Tous les emprunts portant intérêts sont initialement comptabilisés au coût correspondant à la juste valeur nette des coûts liés à l'emprunt.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en compte tous les coûts d'émission, toute décote ou prime de remboursement.

3.15. Contrats de location.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis soit sur la durée d'utilité, soit sur la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.16. Avantages du personnel.

■ Indemnités de départ à la retraite :

Les indemnités de départ à la retraite sont liées aux conventions collectives s'appliquant aux différentes sociétés françaises du Groupe. Il s'agit d'indemnités versées lors du départ en retraite de salariés. Le Groupe provisionne ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'événement.

Médailles du travail :

Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du Groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le Groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence des bénéficiaires dans le Groupe à la date du versement.

■ Régimes complémentaires de retraites :

Les régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social. Les cotisations sont comptabilisées en charges. Les régimes à cotisations définies prévoient une cotisation annuelle à une société d'assurance ou fonds de pension. Ils ne donnent pas lieu à engagement de la part du Groupe. Les cotisations annuelles sont comptabilisées en charges.

Les régimes à prestations définies garantissent des ressources contractuelles complémentaires aux pensions légales à certaines catégories de salariés. Le Groupe n'a pas contracté de tels engagements.

■ Paiement fondé sur des actions :

Le programme d'options sur actions permet aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. La juste valeur des droits est évaluée selon la formule de Black et Scholes en tenant compte des termes et conditions définis au moment de l'attribution du plan

- 3.17. Provisions.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation contractuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le Groupe attend un remboursement de la provision, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, s'il est quasi-certain.

- 3.18. Gestion des risques financiers.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, swaps de taux d'intérêts et contrats de change à terme, pour se couvrir contre les risques de taux et de change qui découlent des activités d'exploitation.

Les instruments financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées, soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

3.19. Impôts.

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles sauf exceptions existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

3.20. Produits des activités ordinaires.

L'ensemble du chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net de rabais, remises, ristournes, escomptes financiers et provisions pour retours de marchandises.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

3.21. Information sectorielle.

Le premier niveau et le deuxième niveau de l'information sectorielle du Groupe sont respectivement le secteur d'activité et le secteur géographique.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus. Chaque secteur regroupe les domaines d'activité stratégique qui fabriquent et commercialisent des produits variés sur des marchés différenciés, soit à température ambiante, soit à température dirigée.

Le secteur des produits à température ambiante, le secteur "sec", offre des produits simples ou élaborés, souvent à base de céréales ou de fécules, pouvant accompagner un plat ou intégrer une recette.

Le secteur à température dirigée, le secteur "froid", offre des recettes élaborées soit surgelées soit réfrigérées, pouvant être consommées à l'apéritif ou à l'occasion d'un repas quotidien ou festif.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles des deux secteurs. Les actifs et passifs qui n'ont pas pu être alloués sont présentés séparément.

Le Groupe comptabilise les ventes et transferts inter-secteurs comme si ces ventes et transferts étaient réalisés avec des tiers hors Groupe, à des prix courants de marché.

Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation du client. Le Groupe possède des actifs en France et aux États-Unis.

Note 4 ■ Participations et périmètre de consolidation

■ Sociétés consolidées au 31 décembre 2006 :

En 2006, il n'y a pas eu de modification dans le périmètre de consolidation du Groupe. Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Nom	Adresse	N° Siren	% de détention
Société mère :			
Tipiak S.A.	Saint-Aignan de Grand Lieu (Nantes) - 44	301 691 655	
Filiales:			
Tipiak Épicerie	Saint-Aignan de Grand Lieu (Nantes) - 44	343 334 488	100
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés	Fouesnant - 29	304 992 043	100
Tipiak Traiteur Pâtissier	Malville (Nantes) - 44	388 238 842	100
Gesnoin	Pont l'Evêque - 14	338 547 052	100
SCI Gestion Immobilière	Pont l'Evêque - 14	379 204 704	100
Tipiak INC	Stamford (USA)		100
Gesnoin España	Madrid		100

Note 5 ■ Immobilisations incorporelles

Libellé	Écarts d'acquisition	Brevets et Licences	Frais de dvt	Divers	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	6 949	511	-	28	7 488
Sorties de périmètre					
Acquisitions		174		91	265
Diminutions et sorties		-174			-174
Transferts et reclassements		28		-28	0
Sorties de périmètre d'amortissements					
Dotations aux amortissements		-240			-240
Diminutions et sorties		173			173
Valeur nette comptable					
à la clôture	6 949	472	-	91	7 512

■ Détail des écarts d'acquisition :

Libellé	Valeur de l'écart à l'ouverture	Valeur de l'écart à la clôture
Tipiak Plats Cuisines Surgelés	3 002	3 002
Tipiak Traiteur Pâtissier	1 326	1 326
Gesnoin	2 621	2 621
Total	6 949	6 949

Note 6 ■ Immobilisations corporelles

Libellé	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres matériels	Acomptes et immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	19 434	19 632	684	525	40 275
(dont immobilisations à céder)	(700)				(700)
Acquisitions	1 923	5 018	160	1105	8 206
Diminutions et sorties	-2 535	-1 327	-162		-4 024
Écarts de conversion			-6		-6
Transferts et reclassements	29	653	25	- 707	0
Dotations aux amortissements	-1 639	-2 896	-146		-4 681
Diminutions et sorties	1 655	1 365	234		3 254
Écarts de conversion			5		5
Amortissement de subventions d'investissement	40				40
Valeur nette comptable à la clôture	18 907	22 445	794	923	43 069

■ Dont biens financés par contrats de location - financement :

Libellé	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres	Acomptes et immobilisations en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	12 608		184		12 792
Valeur nette à l'ouverture	7 110		0		7 110
Valeur brute à la clôture	12 608		184		12 792
Valeur nette à la clôture	6 580		0		6 580
Valeur des paiements futurs	5 028		0		5 028

Note 7 ■ *Immobilisations financières*

Libellé	Participations non consolidées	Dépôts et cautionnement	Total
Valeur brute comptable à l'ouverture	12	61	73
Entrées	0	1	1
Sorties	0	0	0
Valeur brute comptable à la clôture	12	62	74
Dépréciation constatée	-7	0	-7
Valeur nette comptable à la clôture	5	62	67

Note 8 ■ Stocks

Libellé	31/12/2006	31/12/2005
Matières premières :		
au coût de revient	7 052	6 063
valeur nette de réalisation	7 052	6 063
En cours de production :		
au coût de revient	393	216
valeur nette de réalisation	393	216
Produits finis :		
au coût de revient	9 649	7 911
valeur nette de réalisation	9 594	7 828
Dépréciations sur la base de la valeur nette	-722	-383
Valeur totale des stocks au bilan	16 317	13 724

Note 9 ■ Clients

Postes	31/12/2006	31/12/2005
Clients et comptes rattachés en valeur brute	56 051	47 463
Effets remis à l'encaissement non échus	-	-
Provisions pour créances douteuses	-111	-135
Montant net au bilan	55 940	47 328

Le Groupe a mis en place, en décembre 2006, un programme de financement par affacturage de ses créances commerciales. Au 31 décembre 2006, le montant des créances cédées s'établit à 39 220 K€. Il se répartit en financement pour 15 568 K€, en dépôt de garantie pour 5 261 K€, en réserve pour Rémunération Services des Distributeurs pour 12 061 K€ et en financement disponible pour 6 330 K€.

Ces créances, conformément aux dispositions d'IAS 39, ne peuvent être comptabilisées comme cédées et sont donc maintenues au bilan. Leur contrepartie en termes de financement est présentée au passif sous la rubrique "Partie à court terme des emprunts".

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

Note 10 ■ Autres débiteurs

Postes	31/12/2006	31/12/2005
Créances sur personnel et organismes sociaux	77	66
Créances sur l'état	5 734	5 324
Autres débiteurs divers	1 320	797
Charges constatées d'avance	339	326
Montant net au bilan	7 470	6 513

Les autres créances présentées ci-dessus ont une échéance inférieure à un an.



Note 11 ■ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Libellé	31/12/2006	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	37	34
Disponibilités à l'actif	1 708	863
Trésorerie et équivalents trésorerie	1 745	897

La trésorerie et les équivalents trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

■ Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants :

Libellé	31/12/06	31/12/05
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	37	34
Disponibilités à l'actif	1 708	863
Concours bancaires	-7 105	-6 514
Intérêts courus	-67	-88
Trésorerie nette	-5 427	-5 705

Note 12 ■ Capitaux propres

12.1. Capital social.

■ Le capital social est composé de 889 480 actions de 3 euros de nominal chacune. Le nombre d'actions en circulation a évolué de la manière suivante :

Libellé	Nombre d'actions
Actions en début d'exercice	879 230
Actions émises durant la période (note 12.2)	10 250
Actions à la fin de l'exercice	889 480

12.2. Plans d'attribution d'options de souscription et d'achat d'actions.

Il a été levé 10 250 options de souscription et 2 238 options d'achat au cours de la période. Un nouveau plan de 15 000 options d'achat a été décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 juin 2006. Des attributions d'options d'achat ont été effectuées, pour un total de 15 000 options.

■ Mouvements au cours de l'exercice (en nombre d'options) :

Libellé	Options d'achat	Options de souscription
Options en début d'exercice	62 950	42 750
Options émises durant l'exercice	15 000	0
Options exercées durant l'exercice	2 238	10 250
Options arrivées à l'échéance durant l'exercice (caduques)	587	0
Options à la fin de l'exercice	75 125	32 500

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black et Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuaire. La charge est présentée en "Frais de personnel" (note 19).

Les options d'achat émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 décembre 2006 ont les caractéristiques suivantes :

Libellé	Prix d'exercice (en €)	Nombre d'options
Plan 1998 Tranche 1998	57,17	2 050
Plan 1998 Tranche 2000	59,00	3 400
Plan 1998 Tranche 2001	59,16	5 400
Plan 1998 Tranche 2002	54,14	5 600
Plan 2003 Tranche 2003 - 1	52,36	8 000
Plan 2003 Tranche 2003 - 2	52,05	5 800
Plan 2003 Tranche 2004 - 1	63,95	6 625
Plan 2003 Tranche 2004 - 2	63,95	4 000
Plan 2004 Tranche 2004 - 3	63,95	4 000
Plan 2004 Tranche 2005 - 1	75,63	7 250
Plan 2004 Tranche 2005 - 2	75,63	3 500
Plan 2005 Tranche 2005 - 3	75,63	4 500
Plan 2005 Tranche 2006 - 1	75,54	7 000
Plan 2005 Tranche 2006 - 2	75,54	3 500
Plan 2006 Tranche 2006 - 3	75,54	4 500
Total	-	75 125

■ Les options de souscription émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 décembre 2006 ont les caractéristiques suivantes :

Libellé	Prix d'exercice (en €)	Nombre d'options
Plan 1996 Tranche 1997	51,68	8 000
Plan 1996 Tranche 1999	47,11	5 000
Plan 1996 Tranche 2000	38,77	4 500
Plan 2000 Tranche 2001	56,89	7 000
Plan 2000 Tranche 2002	56,81	8 000
Total	-	32 500

- 12.3. Actions Propres.

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales ordinaires des 17 juin 2005 et 16 juin 2006, la société a acheté 13 324 actions propres au cours de l'exercice 2006, pour un montant de 1 000 K€, soit un cours moyen d'achat par action de 75 €.

Date d'échéance	Nombre de titres	Montant
À l'ouverture au 01/01/2006	65 236	3 768
Acquisitions de Tipiak S.A. dans le cadre des programmes de rachat d'actions	13 324	1 000
Attributions d'actions (levées d'options d'achats)	-2 239	-91
Acquisitions du contrat de liquidité	962	73
Cessions du contrat de liquidité	-1 002	-76
À la clôture au 31/12/2006	76 281	4 674

La valeur de ces actions propres est portée en moins des capitaux propres consolidés.

- 12.4. Situation nette et dividendes.

La variation de la situation nette est présentée au chapitre IV. Les états financiers sont présentés avant répartition et ne reflètent pas le dividende qui sera proposé à la prochaine Assemblée générale des actionnaires.

Note 13 ■ **Emprunts portant intérêts**

Tous les emprunts et dettes financières à moyen terme sont libellés en euros. Les avances conditionnées et la part financière du retraitement des contrats de location financement sont portées dans ce poste.

Libellé	31/12/2006	31/12/2005
Emprunts auprès des Etablissements de crédit	21 220	9 071
Dettes sur financements par contrat de location financement	3 522	3 993
Autres dettes	0	13
Emprunts non courants	24 742	13 077

Libellé	31/12/2006	31/12/2005
Partie courante des emprunts moyen et long terme	2 659	3 647
Partie courante sur locations financements	412	416
Partie courante sur locations	0	0
Concours bancaires et dettes rattachées	7 172	6 602
Financement lié à la titrisation/affacturage des créances (cf. note 9)	15 568	16 000
Autres dettes et dépôts	107	220
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	151	157
Emprunts courants	26 069	27 042

13.1. Analyse par échéance à plus d'un an des emprunts non courants.

Échéances	31/12/2006	31/12/2005
2008 / 2007	4 721	3 072
2009 / 2008	1 610	4 717
2010 / 2009	2 531	1 296
2011 / 2010	3 577	891
Plus de 5 ans	12 303	3 101
Montant total	24 742	13 077

13.2. Ventilation des emprunts par nature de taux.

Libellé	31/12/2006	31/12/2005
Non soumis à intérêts (Intérêts courus, aides)	325	464
Taux variables (voir instruments financiers et couvertures note 13.3)	46 840	35 225
Taux fixes	3 646	4 430
- De 0 à 5 % (inclus)	3 646	4 342
- De 5 % à 10 % (inclus)	-	88
Total	50 811	40 119

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement Euribor.

13.3. Instruments financiers.

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux qui découle de son activité industrielle et commerciale. Le Groupe gère son risque de contrepartie en ne s'engageant que sur des opérations avec ses partenaires bancaires.

Risque de change.

Le Groupe utilise les achats et ventes à terme de devises pour couvrir les transactions libellées en devises étrangères. Au 31 décembre 2006, le Groupe ne possède aucun instrument de change.

Risque de taux.

Le Groupe utilise des instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable (voir liste des instruments financiers de couverture de taux ci-après).

Les contrats d'échange ("swaps") de taux d'intérêts permettent au Groupe d'échanger le taux d'une dette contractée en taux variable contre du taux fixe et donc d'emprunter à taux fixe. Le Groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculée sur la base du montant notionnel du swap.

Comptabilisation des couvertures.

Le Groupe classe en couvertures les opérations qui respectent les obligations de IAS 39. Ces opérations sont alors qualifiées :

- de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) : les variations de valeur du dérivé et de l'élément couvert sont enregistrées en résultat sur la même période, ou,
- de couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge) : les variations de valeur de la partie efficace du dérivé sont enregistrées dans les capitaux propres (en réserves).

■ Liste des instruments financiers de couverture de taux au 31/12/2006.

Nature	Montant	Conditions (Tipiak payeur du fixe)	Date départ	Date échéance	Valeur 31/12	Couverture au sens IFRS	brut sur	Impact brut sur Réserves
Swap	5 000 K€	Euribor 3M contre 3,36% si E3M < 3,76 E3M – 0,5% si E3M > 3,76	1 ^{er} juillet 2003	30 juin 2006	Échu	Oui	33	
Swap	4 573 K€	Euribor 3M contre 4,22%	15 janvier 2002	17 juillet 2006	Échu	Non	59	
Swap	5 000 K€	Euribor 3M contre 3,56%	15 juillet 2003	30 juin 2006	Échu	Non	40	
Swap	4 000 K€	Euribor 3M contre 2,88%	1 avril 2004	1 avril 2007	14	Non	22	
Swap	1 600 K€	Euribor 3M contre 2,99%	1 avril 2004	1 avril 2008	7	Oui		15
Swap	2 571 K€	Euribor 3M contre 2,91%	15 juillet 2006	15 janvier 2010	59	Oui		45
Swap	5 175 K€	Euribor 3M contre 2,86%	30 mai 2006	28 février 2010	117	Oui		86
Swap	4 500 K€	Euribor 3M contre 2,93%	30 juin 2006	30 décembre 2009	138	Non	104	
Tunnel	(1)	Cap : 4,30% - Floor : 2,56%	30 mars 2007	30 mars 2010	62	Non	67	
Swap	9 000 K€	Euribor 3M contre 3,84%	30 mars 2010	30 mars 2015	51	Oui		51
Total					448		325	197

⁽¹⁾ Le tunnel entoure de l'Euribor 6 mois pour un montant progressif semestriel à partir du 30 mars 2007 de 6 500 K€ à 13 000 K€ à l'échéance du 30 mars 2010.

Note 14 ■ Autres dettes et créditeurs

Toutes les dettes analysées ci-dessous ont une échéance inférieure à un an.

Libellé	31/12/06	31/12/05
Personnel et organismes sociaux	7 562	6 876
Etat	1 638	1 283
Autres dettes	109	507
Montant net	9 309	8 666

Note 15 ■ Avantages au personnel

Libellé	31/12/06	31/12/05
Indemnités de départ à la retraite	1 854	1 826
Médailles du travail	373	358
Total des provisions	2 227	2184

■ Indemnités départ à la retraite :

Libellé	31/12/06	31/12/05
Actifs financiers de couverture	Néant	Néant
Valeur fin d'exercice	-	-
Provision renseignée au bilan		
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par actifs financiers (dette actuarielle)	1 854	1 826
Valeur des actifs financiers	-	-
Valeur actuarielle engagements non couverts	-	-
Gains et pertes actuariels non reconnus	-	-
Provision au bilan	1 854	1 826
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services Rendus	146	69
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	77	105
Rendement attendu des actifs	-	-
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat	-	-
Charge de l'exercice	223	174
Variation des provisions au bilan		
Début d'exercice	1 826	1 571
Variation de périmètre	-	-9
Décaissements	-195	-43
Charge de l'exercice	223	174
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	-	133
Provision à la clôture	1 854	1 826
Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	3,5%	3,5%
Taux d'inflation	2%	2%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	2,5%	2,5%
Âge départ en retraite :		
- cadres	63 ans	63 ans
- non cadres	60 ans	60 ans

■ Médailles du travail :

Libellé	31/12/06	31/12/05	
Actifs financiers de couverture	Néant	Néant	
Valeur fin d'exercice	-	-	
Provision renseignée au bilan			
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par actifs financiers (dette actuarielle)	373	358	
Valeur des actifs financiers	-	-	
Valeur actuarielle engagements non couverts	-	-	
Gains et pertes actuariels non reconnus	-	-	
Provision au bilan	373	358	
Composantes de la charge annuelle			
Coût des services Rendus	29	14	
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	14	21	
Rendement attendu des actifs	-	-	
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat	-	29	
Charge de l'exercice	43	64	
Variation des provisions au bilan			
Début d'exercice	358	310	
Variation de périmètre	-	-2	
Décaissements	-28	-14	
Charge de l'exercice	43	64	
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	-	-	
Provision à la clôture	373	358	
Principales hypothèses actuarielles			
Taux d'actualisation	3,5%	3,5%	
Taux d'inflation	2%	2%	
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	2,5%	2,5%	
Âge départ en retraite :			
- cadres	63 ans	63 ans	
- non cadres	60 ans	60 ans	

Note 16 ■ Autres provisions

Libellé	Avantages du personnel (note 15)	Autres Risques	Total
Valeur brute à l'ouverture	2 184	449	2 633
Dotations	266	240	506
Reprises		-448	-448
Utilisations	-223		-223
Variations de périmètre			
Capitaux propres		-	
Valeur brute au 31/12/2006	2 227	241	2 468

Note 17 ■ Garanties, cautions données ou reçues et éventualités

17.1. Engagements reçus.

Dans le cadre de leur activité, les sociétés du Groupe ont reçu des engagements des partenaires financiers à hauteur de 99 K€. Ils représentent des cautions douanières, crédits documentaires et autres cautions.

Libellé	2006	2005
Avals, cautions, garanties reçues de sociétés non consolidées	-	4 200
Autres engagements reçus	99	96
Total des engagements reçus	99	4 296

La garantie de financement accordée dans le cadre du programme de titrisation des créances, est devenue caduque à la sortie du contrat début décembre 2006.

17.2. Engagements donnés.

Au 31 décembre 2006, le Groupe n'a pas d'engagements donnés à des tiers, en dehors de covenants bancaires.

17.3. Covenants bancaires.

Certains emprunts sont assortis de "Covenants", permettant à nos partenaires bancaires de renégocier leurs engagements.

Capital restant dû fin 2006	Ratios à respecter
653	(°) Dettes financières conso / Fonds propres < 1, Dettes financières / CAF < 4
436	(°) Dettes financières conso / Fonds propres < 1, Dettes financières / CAF < 4
436	(°) Dettes financières conso / Fonds propres < 1, Dettes financières / CAF < 4
400	(*) Résultat Net conso > 0, Fonds propres / Financements stables > 0,4, Dettes financières / CAF < 3
1 246	(°) Dettes financières conso / Fonds propres < 1,2 ; Dettes financières / CAF < 3,5
3 300	Dettes financières conso à + 1 an / Fonds propres conso < 1 ; sinon majoration du taux 0.15
5 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3 ; Dettes financières / CAF < 4
4 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3 ; Dettes financières / CAF < 4
2 500	Dettes financières conso à + 1 an/Situation nette comptable < 1 ; Dettes financières à +1an/CAF<3.5 jusqu'au premier amortissement puis 3
17 971	Total

^(*) Les covenants sur les emprunts les plus anciens ne sont pas respectés au 31 décembre 2006. Les ratios n'ont pas fait l'objet d'actualisation lors du passage aux normes IFRS. Cela ne remet pas en cause les financements accordés.

Note 18 ■ Informations sectorielles

- 18.1. Secteurs d'activité.

Exercice 2006	Secteur "Sec"	Secteur "Froid"	Non Affectés	Éliminations	Total
Produits des activités ordinaires	47 079	91 739	10	-449	138 379
- Dont ventes externes	46 640	91 739			138 379
- Dont ventes inter-secteur	439		10	-449	0
Amortissements / dépréciations	1 646	3 520			5 166
Résultat opérationnel	3 773	3 286	229		7 288
Actifs	43 050	86 611	2 489		132 150
Passifs	22 300	48 265	32 936		103 501
Investissements corporels					
et incorporels	2 525	5 651	295		8 471
Effectif en équivalent temps plein	232	872	33		1 137

Les passifs "Non affectés" correspondent principalement au financement des activités du Groupe.

Exercice 2005	Secteur "Sec"	Secteur "Froid"	Non Affectés	Éliminations	Total
Produits des activités ordinaires	44 691	79 639	176	-480	124 026
- Dont ventes externes	44 339	79 639	48		124 026
- Dont ventes inter-secteur	352		128	-480	0
Amortissements / dépréciations	1 323	3 360			4 683
Résultat opérationnel	3 158	4 403	914		8 475
Actifs	38 835	75 972	1 519		116 326
Passifs	25 083	40 730	23 954		89 767
Investissements corporels					
et incorporels	1 840	3 205	346		5 391
Effectif en équivalent temps plein	230	776	32		1038

Le résultat "Non affecté" correspond principalement au résultat de la cession du site logistique de Saint-Herblain.

Les passifs "Non affectés" correspondent principalement au financement des activités du Groupe.

- 18.2. Secteurs géographiques.

Exercice 2006	France	Export	Éliminations	Total
Produits des activités ordinaires	124 305	14 074	-	138 379
Actifs sectoriels	131 369	781	-	132 150
Investissements corporels et incorporels	8 471	-	-	8 471

Exercice 2005	France	Export	Éliminations	Total
Produits des activités ordinaires	111 492	12 534	-	124 026
Actifs sectoriels	115 558	768	-	116 326
Investissements corporels et incorporels	5 369	22	-	5 391

Note 19 ■ Personnel

■ Tableau des effectifs par statut :

Catégories	2006	2005
Cadres	105	107
Agents de maîtrise	75	74
Employés	97	100
Agents de production	563	521
Effectif total au 31 décembre	840	802
dont contrats à durée déterminée	32	57
Effectif moyen en équivalent temps plein (intérim compris)	1 137	1 039

■ Détail des frais de personnel :

Libellé	2006	2005
Salaires et traitements	26 746	24 453
Charges sociales et formation	10 840	9 956
Impôts et taxes sur rémunérations	777	675
Personnel extérieur	3 812	2 574
Avantages aux personnels donnant lieu à des provisions	28	181
Rémunérations en actions	354	325
Participation et intéressement	635	623
Total des frais de personnel	43 192	38 787

Note 20 ■ Résultat financier

Libellé	2006	2005
Charge d'intérêts brute	1 754	1 573
Différences positives ou (négatives) de change	-28	-33
Variation des instruments financiers non classés comme instruments de couverture	-325	-187
Revenus sur créances et autres produits financiers	-74	-71
Charge financière nette	1 327	1 282

Note 21 ■ Impôts sur les résultats et impôts différés

- 21.1. Charge d'impôts.

Toutes les sociétés consolidées, à l'exception de la société Tipiak Inc., ont opté pour le régime d'intégration fiscale. Le résultat fiscal consolidé est établi en conséquence.

Les impôts différés, déterminés suivant la méthode du "Report variable", proviennent des différences temporaires qui résultent d'opérations déjà réalisées par l'entreprise, ayant des conséquences fiscales positives ou négatives, autres que celles déjà prises en compte pour le calcul de l'impôt exigible et appelées à se manifester par une différence future entre le résultat fiscal et le résultat comptable de l'entreprise. De telles différences futures apparaissent lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

La société Tipiak a obtenu en 2006 un dégrèvement net de 208 K€ au titre de l'imposition 1994.

Libellé	2006	2005
Charge d'impôts courants	-1 451	-1 885
Produit ou (charge) d'impôts différés	-509	-730
Charge nette d'impôts	-1 960	-2 615

- 21.2. Justification de l'impôt de l'exercice.

Libellé	2006
Impôts sur les résultats fiscaux français	-1 622
Dégrèvement d'impôts obtenu sur IS 1994	208
Impôts à l'étranger	-37
Impôts différés (voir note 21.3)	-509
Charges d'impôt sur le résultat consolidé	- 1 960
Effets de la différence permanente entre résultat consolidé et résultats sociaux	143
Taxation de résultats de société étrangère à des taux différents	-3
Incidence des variations de taux (report variable)	
Dégrèvement d'impôts obtenu sur IS 1994	-208
Impôt théorique (*)	- 2 028

^(°) Impôt calculé au taux de 34 %, correspondant au taux légal de 33,33 % et à l'application de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,33 %. Ce taux est appliqué au résultat brut comptable de 5 961 K€.

21.3. Impôts différés.

Les sources d'impôts différés au 31 décembre sont les suivantes :

Libellé	2006	2005	Variation ayant un impact sur le résultat	Variation ayant un impact sur les réserves ou autres
Impôts différés actifs				
Liés à des différences temporelles	254	276		
Liés à la provision pour départs à la retraite	620	610		
Instruments financiers		25		
Autres impôts différés	17	17		
Compensation	- 861	- 893		
Total des impôts différés actifs	30	35	-5	
Impôts différés passifs				
Liés à des différences temporelles				
Instruments financiers	150			
Amortissements dérogatoires	2 465	1 819		
Autres provisions réglementées	129	129		
Juste valeur des immobilisations et activation des locations	2 635	2 910		
Autres impôts différés	75	56		
Compensation	-861	-893		
Total des impôts différés passifs	4 593	4 021	-504	-68
Total impôts différés nets et variations	4 563	3 986	-509	-68

Les variations d'impôts différés qui n'affectent pas le résultat concernent la valorisation des instruments financiers portées en réserves.

Note 22 ■ *Autres charges externes*

Libellé	31/12/06	31/12/05
Énergie, produits consommables et maintenance	8 509	7 997
Transport et logistique	7 546	6 534
Campagnes de publicité	2 116	2 785
Frais études et recherches, documentation	1 663	1 977
Locations simples	1 472	1 341
Assurances	667	689
Honoraires	886	948
Frais de déplacements	737	796
Frais postaux et télécommunications	403	403
Autres	1 097	504
Montant net	25 096	23 974

Note 23 ■ Autres produits et charges

Libellé	2006	2005
Cessions d'immobilisations (dont site industriel de Trégunc)	179	923
Indemnités, refacturations diverses	167	218
Reprise provisions pour charges	93	-
Subventions d'exploitation	44	59
Autres produits divers	34	56
Total autres produits	517	1 256
Cessions de titres		
Jetons de présence	-120	-120
Pertes sur créances irrécouvrables	-30	-82
Dotation aux provisions pour charges	-	-93
Autres charges	- 107	- 129
Total autres Charges	- 257	- 424

Le site industriel de Trégunc "secteur froid" a fait l'objet d'une cession en fin d'année 2006.

Note 24 ■ Résultat par action

Libellé	2006	2005
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	4 001	4 578
Nombre d'actions en circulation	889 480	879 230
Résultat net par action (en euros)	4,92	5,21
Effet dilutif des options de souscription	18 573	42 750
Résultat dilué par action (en euros)	4,81	4,97

rapport des Commissaires aux comptes

sur les comptes consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Tipiak S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

- 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Test de dépréciation :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.3 et 3.8 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.3 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nantes, le 20 avril 2007 Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit Département de KPMG S.A.

> Franck Noël Associé

Cabinet Jacques Boullier

Jacques Boullier Associé



COMPTES SOCIAUX

Bilan social au 31 décembre 2006 (avant répartition, en euros)

A 200		2006		2005
Actif	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais recherche et développement				
Concessions, licences, brevets,	2 474 431	2 164 837	309 594	378 672
Fonds commercial (1)	227 149	227 149	0	0
En cours, avances et acomptes	90 577		90 577	28 459
Immobilisations corporelles				
Terrains et aménagements	642 909	60 781	582 128	590 963
Constructions	8 392 701	3 638 469	4 754 232	3 544 491
Installations techniques, matériel				
et outillage	4 921	4 921	0	185
Autres immobilisations corporelles	726 065	580 366	145 699	104 711
Immobilisations en cours	365 500		365 500	37 429
Avances et acomptes			-	-
Immobilisations financières (2)				
Participations	31 749 661	3 811 226	27 938 435	27 938 435
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	8 080	7 622	458	458
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 438		14 438	13 818
Total actif immobilisé (note 1)	44 696 432	10 495 371	34 201 061	32 637 621
Stocks et en-cours	-		-	-
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) (note 2)				
Clients et comptes rattachés	2 530 734	82 885	2 447 849	1 937 427
Autres créances	12 860 410		12 860 410	4 766 534
Valeurs mobilières de placement (note 3)	4 692 203	1 281	4 690 922	3 821 548
Disponibilités	21 189		21 189	25 603
Charges constatées d'avance (3) (note 4)	159 554		159 554	190 619
Total actif circulant	20 264 090	84 166	20 179 924	10 741 731
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Écarts de conversion actif (note 9)	187		187	
Total général	64 960 709	10 579 537	54 381 172	43 379 352
(1) dont droit au bail.			-	-
⁽²⁾ dont à moins d'un an.			-	-
⁽³⁾ dont à plus d'un an.			-	-

bilan social au 31 décembre 2006 (suite)

(en euros)

Passif		2006	2005
Capital social (dont versé 2 668 440 €)	(note 5)	2 668 440	2 637 690
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 798 196	9 337 070
Réserves			
Réserve légale (1)		263 996	263 996
Réserves règlementées (1)		0	0
Autres réserves		648 450	648 450
Report à nouveau		7 803 502	6 778 370
Résultat de l'exercice		3 329 120	2 959 283
Subventions d'investissements		298 835	316 158
Provisions réglementées	(note 6)	135 573	70 016
Total capitaux propres		24 946 112	23 011 033
Provisions pour risques et charges	(note 7)	217 881	118 477
Emprunts et dettes, établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières diverses (3)		25 893 600 1 281 823	16 868 514 1 940 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		802 827	539 426
Dettes fiscales et sociales		927 176	876 437
Autres dettes		20 000	12 688
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		291 742	12 570
Produits constatés d'avance	(, , 0)		
Total dettes	(note 8)	29 217 168	20 249 635
Ecarts de conversion passif	(note 9)	11	207
Total général		54 381 172	43 379 352
(1) dont réserves réglementées plus-values à long terme		-	-
⁽²⁾ dont concours bancaires courants et soldes de banques	créditeurs	1 914 335	3 936 540
⁽³⁾ dont emprunts participatifs		-	-

compte de résultats 2006

(en euros)

Libellé		2006	2005
Montant net du chiffre d'affaires (n	ote 11)	7 918 236	7 233 893
Production stockée		0	0
Production immobilisée			
Reprises amortissements, provisions,			
transferts de charges (n	ote 12)	654 141	825 697
Subventions d'exploitation		0	7 651
Autres produits		743 298	723 302
Total produits d'exploitation		9 315 675	8 790 543
Achats matières premières et autres approvisionnements		85 945	61 934
Variation des stocks (matières premières		83 343	01 934
et approvisionnements)		0	0
	ote 13)	2 835 822	2 612 254
Impôts, taxes et versements assimilés	,	409 476	365 077
	ote 14)	1 652 386	1 665 272
Charges sociales	,	797 403	824 741
Dotations aux amortissements et provisions :			
Sur immobilisations, dotations aux amortissements		611 740	756 954
Sur immobilisations, dotations aux provisions		0	0
Sur actif circulant, dotations aux provisions		0	0
Pour risques et charges, dotations aux provisions		3 100	5 200
Autres charges		121 420	135 304
Total charges d'exploitation		6 517 292	6 426 736
Résultat d'exploitation		2 798 383	2 363 807
Produits financiers de participations (3)		1 169 795	1 295 894
Produits autres valeurs mobilières,			
créances de l'actif immobilisé		23 374	8 300
Autres intérêts et produits assimilés (3)		623 387	430 872
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 884	684
Différences positives de change		61 761	34 228
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		2 953	11 859
Total produits financiers		1 883 154	1 781 837
Dotations financières aux amortissements et provisions Intérêts et charges assimilées (4)		23 281 1 236 651	1 884 1 175 724
Différences négatives de change		27 312	36 540
Total charges financières		1 287 244	1 214 148
Résultat financier (n	ote 15)	595 910	567 689
Résultat courant avant impôts		3 394 293	2 931 496
⁽³⁾ dont produits concernant les entreprises liée.	S	1 793 182	1 726 766
(4) dont charges concernant les entreprises liées	5	7 224	9 868



compte de résultats 2006 (suite)

(en euros)

Libellé	2006	2005
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	65 658	45 938
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	2 290 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	354 742	21 393
Total produits exceptionnels	420 400	2 357 331
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	299 168	1 337 561
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	158 330	498 911
Total charges exceptionnelles	457 498	1 836 472
Résultat exceptionnel (note 16)	-37 098	520 859
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	14 260	18 910
Impôts sur les bénéfices (note 17)	13 815	474 162
Total des produits (1)	11 619 229	12 929 711
Total des charges (2)	8 290 109	9 970 428
Bénéfice	3 329 120	2 959 283
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs	-	-
⁽²⁾ dont charges afférentes à des exercices antérieurs	-	-

annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2006

■ PRÉAMBUI F

La société Tipiak S.A., maison mère du Groupe Tipiak, est cotée sur EuroNext (Compartiment C).

Le Groupe détient des positions de leader sur des marchés variés : aides-culinaires, accompagnements céréaliers, plats cuisinés surgelés, produits traiteur-pâtissier, panification. Il emploie 840 personnes réparties dans le grand Ouest sur sept sites industriels rattachés à deux secteurs, le secteur "sec" et le secteur "froid" regroupant chacun, respectivement, les pôles d'activité "Épicerie" et "Panification" et les pôles "Plats Cuisinés Surgelés" et "Traiteur Pâtissier".

- Pôle Épicerie : Saint-Aignan de Grand-Lieu (44)
- Pôle Panification : Pont l'Évêque (14)
- Pôle Traiteur Pâtissier : Saint-Herblain (44), Malville (44), Pont-Château (44)
- Pôle Plats Cuisinés Surgelés : Fouesnant (29), Marans (17)

L'appréciation économique et financière du Groupe Tipiak doit être faite à partir des comptes consolidés du Groupe.

Les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2006, ont été établis dans le respect des principes et méthodes retenus par le Code de commerce, du décret du 29 novembre 1983, ainsi que du plan comptable général (règlement CRC 99.03). Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

Les données chiffrées communiquées dans l'annexe sont en milliers d'euros.

Faits marquants de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture

À la suite de la levée d'options de souscription d'actions, le capital social de Tipiak est passé de 2 637,7 K€ à 2 668,4 K€ et le nombre d'actions de 879 230 à 889 480.

Note 1 ■ Actif immobilisé

1.1. Immobilisations incorporelles.

Les fonds commerciaux, licences, brevets et autres immobilisations incorporelles acquis, sont enregistrés au coût d'achat. Ils sont amortis linéairement sur une durée maximale de 10 ans. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée ; les logiciels informatiques sont ainsi amortis sur une durée comprise entre 3 et 5 ans. Les frais de dépôts de marques font l'objet d'une provision lorsque la marque est protégée et non utilisée. Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2006

1.2. Immobilisations corporelles.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés selon le mode linéaire. Les biens bénéficiant du régime dégressif ont donné lieu à la comptabilisation d'amortissements dérogatoires pour la partie excédant l'amortissement linéaire.

Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés sur la durée réelle d'utilisation :

Constructions:
Matériels et installations industriels:
Matériels de bureau et informatique:
Mobilier de bureau:
15 à 20 ans
5 à 10 ans
3 à 5 ans
10 ans

1.3. Participations et autres titres ou créances immobilisées.

Les immobilisations financières correspondent à la valeur brute des titres de participation pour leur valeur historique d'acquisition, dans des sociétés consolidées ou non, aux "Dépôts et cautionnements" et à divers prêts.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque sa valeur d'inventaire ou d'utilité est inférieure à sa valeur d'inscription à l'actif. Cette valeur est déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs attendus.

1.4. Variation des immobilisations.

Postes	Valeur au 31/12/05	Entrées	Sorties	Valeur au 31/12/06
Fonds de commerce	227			227
Autres immobilisations incorporelles (1)	2 513	135	174	2 474
Immobilisations en cours	28	91	28	91
Total immobilisations incorporelles	2 768	226	202	2 792
Terrains	658		15	643
Constructions	7 667	1 515	789	8 393
Installations techniques, matériel et outillage	5			5
Autres immobilisations	664	96	34	726
Immobilisations en cours	37	353	25	365
Total immobilisations corporelles	9 031	1 964	863	10 132
Participations (note 1.6)	31 750			31 750
Créances rattachées à des participations	0			0
Autres titres immobilisés	8			8
Dépôts et cautionnements	14			14
Total immobilisations financières	31 772			31 772
Total actif immobilisé	43 571	2 190	1 065	44 696

⁽¹⁾ Les "autres immobilisations incorporelles" correspondent principalement aux progiciels informatiques.

- 1.5. Variation des amortissements et provisions.

Postes	Au 31/12/05	Dotations	Diminutions	Au 31/12/06
Fonds de commerce	227			227
Autres immobilisations incorporelles	2 134	204	173	2 165
Sur immobilisations incorporelles	2 361	204	173	2 392
Terrains	67		6	61
Constructions	4 122	353	837	3 638
Installations techniques	5			5
Autres immobilisations	560	54	34	580
Sur immobilisations corporelles	4 754	407	877	4 284
Participations (note 1.6)	3 811			3 811
Autres titres immobilisés	8			8
Dépôts et cautionnements	-			
Sur immobilisations financières	3 819			3 819
Total amortissements et provisions	10 934	611	1 050	10 495

- 1.6. Liste des filiales et participations au 31 décembre 2006.

Filiales et participations à 50%	Tipiak Épicerie SAS	Tipiak Plats Cuisinés Surgelés SAS	Tipiak Plats Traiteur Pâtissier SAS	Gesnoin SAS	Tipiak Inc (en KUSD)
Capital social	1 282	731	336	1 000	1
Capitaux propres incluant capital social et résultat (avant répartition)	7 847	7 212	11 005	6 265	715
Quote-part du capital détenu	100%	100%	100%	100%	100%
Valeur comptable des titres détenus					
- Brute	2 177	18 996	3 810	6 766	1
- Nette	2 177	15 185	3 810	6 766	1
Prêts et avances, comptes courants					
Montant cautions et avals			762		
Résultat de la dernière situation (1)					
Dividendes encaissés au cours de l'exercice par la société	481		672		
CA net (HT) de l'exercice écoulé	54 378	62 615	46 812	17 157	3 350

⁽¹⁾ Pour des raisons de confidentialité commerciale, les résultats des sociétés ne sont pas fournis.

1.7. Immobilisations financées par crédits-bails.

Crédits-bails immobiliers	2006	2005
Valeur d'origine	8 122	8 122
Nouveaux contrats		
Redevances payées :		
- sur exercices antérieurs	7 411	7 009
- au cours de l'exercice	432	402
Redevances restant à payer (1):		
- à un an	457	457
- à plus d'un an et 5 ans au plus	1 843	1 843
- à plus de 5 ans	2 208	2 665
Valeur résiduelle	137	137
Montant pris en charge dans l'exercice	432	402
Amortissements qui auraient été pratiqués en cas d'acquisition :		
- cumul des exercices antérieurs	4 293	3 862
- dotation de l'exercice	431	431
- cumul au terme de l'exercice	4 724	4 293

⁽¹⁾ Le montant des redevances de certains contrats, indexés sur du taux variable, évolue en fonction des taux.

Note 2 ■ Créances

■ Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable :

Postes	2006	2005
Clients, comptes ordinaires	2 446	1 935
Clients, créances douteuses	85	86
Clients, effets à recevoir	-	-
Effets remis à l'encaissement, non échus	-	-
Provisions sur créances douteuses	- 83	- 84
Clients et comptes rattachés	2 448	1 937
Créances détenues sur l'État	685	359
Créances sociales	8	2
Autres débiteurs divers	12 167	4 405
Provisions	-	-
Autres créances	12 860	4 766
Total des créances nettes	15 308	6 703

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 1 an. Les "autres débiteurs divers" concernent des avances en compte - courant au sein du Groupe (10 771 K€), des créances liées à l'intégration fiscale (1 329 K€) et à diverses créances (67 K€).

Note 3 ■ Valeurs mobilières de placement

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Les provisions éventuelles sont déterminées par comparaison entre cette valeur et les cours moyens de décembre pour les titres cotés ou la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice pour les autres titres.

Au 31 décembre 2006, la société détient 75 395 actions propres pour un montant de 4 607 K€ répondant au critère de classement en "valeurs mobilières de placement". La valeur moyenne comptable par action ressort à 61,11 €. Le cours de cotation moyen de décembre 2006 s'élève à 75,38 €. La société détient également, à travers un contrat de liquidité passé avec un animateur de marché, 886 autres actions propres.

Note 4 ■ Comptes de régularisation

Le poste "Charges constatées d'avance" (160 K€) est relatif aux charges d'exploitation imputables sur le prochain exercice.

Note 5 ■ Capital social

Au 31 décembre, le capital social s'établit à 2 668 440 €. Toutes les actions sont entièrement libérées.

Libellé	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital au 1er janvier 2006	879 230	3€
Actions émises pendant l'exercice		
Par augmentation de capital	-	-
Par division du nominal	-	-
Par levées d'options de souscription	10 250	3€
Actions composant le capital au 31 décembre 2006	889 480	3€

Au 31 décembre 2006, la société détient 75 395 actions propres pour un montant de 4 607 K€, classées en valeurs mobilières de placement (note 3).

■ Variation des capitaux propres avant subventions et provisions réglementées (note 6) :

Libellé	Capital	Primes	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report	Résultat	Capitaux propres
Au 01/01/06	2 637	9 337	264	0	648	6 779	2 959	22 624
Affectation-Distribution						1 025	- 2 959	- 1 934
Augmentation de capital	31	461						492
Résultat 2006							3 329	3 329
Au 31/12/06	2 668	9 798	264	0	648	7 804	3 329	24 511

Il a été levé 10 250 options de souscription au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2006, le solde des options attribuées antérieurement et pouvant être levées est de 32 500 options de souscription et 75 125 options d'achat.

Note 6 ■ Provisions réglementées

Poste	Au 31/12/05	Dotations	Reprises	Au 31/12/06
Amortissements dérogatoires	70	82	16	136

Note 7 ■ Provisions pour risques et charges

Libellé	Au 31/12/05	Dotations	Reprise		Au 31/12/06
Libelle			Utilisées	Non Utilisées	
Provisions pour risques de change	-				-
Provisions pour "Médailles du travail"	25	3	1		27
Provisions pour moins - value latente	93	98			191
Montant des provisions	118	101	1	0	218

La provision pour moins value latente est liée à un écart défavorable constaté à la clôture, entre la valeur d'achat d'actions par les salariés détenant des options, et la valeur à laquelle la société peut les acquérir.

Note 8 ■ Informations sur les dettes

Les dettes sont toutes libellées en euros.

Libellé	Montant	À moins d'un an	D'un an et moins 5 ans	À plus de 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	25 894	4 673	10 635	10 586
Dont concours bancaires courants et intérêts courus	2 015	2 015		
Autres dettes financières				
Comptes courants des filiales	1 282	1 282		
Dettes d'exploitation				
Fournisseurs et comptes rattachés	802	802		
Dettes fiscales et sociales	927	927		
Autres dettes d'exploitation	20	20		
Dettes sur immobilisations	292	292		
Total des dettes	29 217	7 996	10 635	10 586

■ Emprunts et dettes financières :

Certains emprunts sont assortis de "covenants", permettant à nos partenaires financiers de renégocier leur engagement.

Les ratios ci-dessous sont calculés annuellement au 31 décembre.

Capital restant dû fin 2006 (en K€)	Ratios à respecter
653	(*) Dettes financières conso / Fonds propres < 1, dettes financières / CAF < 4
436	(*) Dettes financières conso / Fonds propres < 1, dettes financières / CAF < 4
436	(*) Dettes financières conso / Fonds propres < 1, dettes financières / CAF < 4
400	(*) Résultat net conso > 0, Fonds propres / Financements stables > 0,4, dettes financières / CAF < 3
1 246	(*) Dettes financières conso / Fonds propres < 1,2, dettes financières / CAF < 3,5
3 300	Dettes financières conso à + 1an / Fonds propres conso < 1, sinon majoration du taux 0.15
5 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3, dettes financières < 4
4 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3, dettes financières < 4
2 500	Dettes financières conso à + 1an / Situation nette comptable < 1 ; dettes financières à +1an/CAF< 3,5 jusqu'au premier amortissement puis 3
17 971	Total

^(*) Les covenants ne sont pas respectés au 31/12/2006 sur les emprunts les plus anciens. Ils n'avaient pas fait l'objet d'actualisation lors du passage aux normes IFRS. Cela ne remet pas en cause les financements accordés.

■ Instruments financiers et couverture de taux d'intérêt :

La société utilise des instruments financiers pour gérer et limiter l'exposition aux risques de taux qui découle de son endettement.

Elle est engagée, au 31 décembre 2006, dans les opérations suivantes :

Nature	Conditions (Tipiak paye du fixe)	Date départ	Date échéance
Swap	4 000 K€ Swap Euribor 3M contre 2,88%	01/04/2004	01/04/2007
Swap	1 200 K€ Swap Euribor 3M contre 2,99%	01/04/2004	01/04/2008
Swap	2 571 K€ Swap Euribor 3M contre 2,91%	15/07/2006	15/01/2010
Swap	5 175 K€ Swap Euribor R 3M contre 2,86%	30/05/2006	28/02/2010
Swap	4 500 K€ Swap Euribor 3M contre 2,93%	30/06/2006	30/12/2009
Tunnel :	SWAP Euribor 6M pré contre post,	30/03/2007	30/03/2010
Cap : 4,30 %,	Tunnel entourant l'Euribor 6M post, montant		
Floor: 2,56 %	par semestre : 6 500 K€, 7 500 K€, 11 500 K€,		
	12 000 K€, puis 12 500 K€ et 13 000 K€.		
Swap	9 000 K€ Swap Euribor 3M contre 3,84%	30/03/2010	30/03/2015

Note 9 ■ Écarts de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés à un cours mensuel de conversion. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du 31 décembre 2006. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion".

Note 10 ■ Charges à payer

Libellé	2006	2005
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	102	158
Factures à recevoir des fournisseurs	183	136
Dettes sociales à payer	289	291
Dettes fiscales à payer	224	60
Total des charges à payer	798	645

Note 11 ■ Chiffre d'affaires

Libellé	2006	2005
Prestations de services et produits annexes	7 918	7 233
Chiffre d'affaires net	7 918	7 233
Dont à l'exportation	53	41

La société a une activité de prestataire de services pour le compte de ses filiales.

Note 12 ■ Reprise des amortissements, provisions et transferts de charges

Libellé	2006	2005
Reprise de provisions sur créances clients	1	17
Reprise de provisions pour risques	2	0
Transferts de charges	651	809
Dont transfert de charges de personnel		22
Total	654	826

Les transferts de charges sont principalement à destination des filiales.

Note 13 ■ Autres achats et charges externes

Les charges externes correspondent principalement aux charges de crédits-bails immobiliers, réparations, locations, honoraires et autres services externes rendus nécessaires par la gestion des actifs immobiliers (bâtiments industriels loués aux filiales) ou encourus dans le cadre de la réalisation des prestations de services rendues aux sociétés du Groupe.

Note 14 ■ Personnel

14.1. Rémunérations des organes de direction et d'administration.

Le montant des jetons de présence comptabilisé dans les comptes s'élève à 120 K€ et figure dans les "Autres charges d'exploitation".

14.2. Charges de personnel

Conformément aux dispositions du contrat d'intéressement signé avec le personnel, il a été comptabilisé une prime d'intéressement de 14,2 K€.

14.3. Effectifs au 31 décembre :

Statut du personnel salarié	2006	2005
Cadres	13	12
Agents de maîtrise et techniciens	6	7
Employés	17	16
Total	36	35
Dont contrats à durée déterminée	2	0

Note 15 ■ Résultat financier

15.1. Produits financiers de participation.

Les produits de participation, d'un montant de 1 170 K€ correspondent, essentiellement, aux dividendes perçus des participations (note 1.6). Ils s'élevaient, en 2005, à 1 296 K€.

15.2. Intérêts et charges assimilées.

La rubrique "Intérêts et charges assimilées" s'analyse en intérêts sur les dettes financières à moyen terme pour 629 K€ et en intérêts sur concours bancaires pour 608 K€.

Les avances aux filiales sont rémunérées et génèrent un produit de 623 K€ (430 K€ en 2005).



- 15.3. Résultat de change.

Le résultat net des écarts de change (hors reprise de provisions pour écarts de change) de l'exercice s'élève à + 35 K€.

15.4. Dotations et reprises financières aux amortissements et provisions.

La variation s'analyse en une reprise de 2 K€ sur risques de change, une dotation de 1 K€ sur des valeurs mobilières de placement et 22 K€ sur cession de titres.

Note 16 ■ Résultat exceptionnel

La société comptabilise, en charges et produits exceptionnels, tout élément extraordinaire consécutif à des événements ou opérations distincts des activités ordinaires de l'entreprise qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Libellé	Montant	
Reprises sur provisions réglementées	16	
Autres reprises et transferts de charges	338	
Autres produits exceptionnels de gestion	66	
Total produits exceptionnels	420	
Valeurs nettes comptables des immobilisations sorties	299	
Dotations aux provisions pour risques et charges	76	
Dotations aux amortissements dérogatoires	82	
Total charges exceptionnelles	457	

Note 17 ■ Impôts sur les bénéfices

17.1. Régime fiscal.

Le résultat fiscal de la société Tipiak S.A. est calculé selon le régime de l'intégration fiscale. Entrent dans ce régime, Tipiak S.A., et les filiales suivantes : Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, Tipiak Épicerie, Tipiak Traiteur Pâtissier, Gesnoin.

Chaque société filiale supporte la charge d'impôt correspondant à son résultat fiscal. La société Tipiak S.A. comptabilise l'économie d'impôt correspondant à un éventuel déficit fiscal.

Compte tenu de la convention d'intégration fiscale, la société bénéficie sur l'exercice 2006 d'un crédit d'impôt de 490 K€ qu'elle restituera à sa filiale dès l'atteinte d'un résultat imposable.

La société a obtenu un dégrèvement sur l'impôt société 1994 d'un montant de 279 K€.



17.2. Situation fiscale latente intégrée.

Les décalages temporaires existant entre l'assiette de l'impôt sur les bénéfices et certains produits et charges comptabilisés sur l'exercice ou sur des exercices précédents, occasionneraient une diminution de la dette future d'impôts de 4 K€ au taux de 33,33 %.

Note 18 ■ Informations complémentaires

– 18.1. Entreprises liées.

Postes	Au bilan	concernant les entreprises liées
Participations	31 749	31 749
Clients	2 531	2 438
Autres créances	12 860	12 100
Fournisseurs	803	25
Autres dettes financières et diverses	1 302	1 281

Les "Autres créances" et "Autres dettes financières et diverses" à l'égard des entreprises liées sont essentiellement constituées des avances en comptes-courants entre la société et ses filiales.

18.2. Engagements.

- Engagements assortis de sûretés réelles données en garantie d'emprunts : néant.
- Indemnités de départs en retraite : les droits au 31 décembre 2006 sont estimés, après évaluation externe, pour l'ensemble des salariés, à 442 K€, charges sociales comprises. Ces indemnités n'ont pas fait l'objet de provision dans les comptes.
- Engagements donnés: la société donne sa caution dans le cadre de l'activité commerciale de ses filiales. Elle est ainsi engagée à hauteur de 107 K€ dans le cadre de cautions douanières, crédits documentaires et autres cautions. Par ailleurs, elle a apporté sa caution à hauteur de 811 K€ dans le cadre d'un crédit bail contracté par sa filiale Tipiak Traiteur Pâtissier. Conformément au contrat, la société s'engage à garantir le paiement des loyers par le nantissement des éléments incorporels résultant de ce contrat.

- 18.3. Convention de trésorerie.

La société est liée par une convention de trésorerie avec ses filiales ; cette convention détermine le rôle centralisateur joué par la société Tipiak S.A. en matière de gestion des financements du Groupe.

rapport général des Commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Tipiak S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables :

La note 1.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux participations et à leur dépréciation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nantes, le 20 avril 2007 Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit Département de KPMG S.A.

> Franck Noël Associé

Cabinet Jacques Boullier

Jacques Boullier Associé



rapport spécial des Commissaires aux comptes

sur les conventions réglementées - Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Conventions autorisées au cours de l'exercice :

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice :

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Convention de recherche avec la société GROULT Jeune

Nature et objet :

Versement d'honoraires au titre de recherches effectuées pour l'utilisation du tapioca.

Modalités :

Honoraires calculés selon la convention du 31 juillet 1974. Montant pour 2006 : 11 292,96 € H.T.

2. Convention de gestion de trésorerie

■ Nature et objet :

Convention de gestion de trésorerie de groupe et d'avances intragroupe entre Tipiak S.A. et toutes ses filiales.

■ Modalités :

Globalisation des flux financiers des sociétés afin d'obtenir un solde global optimisé avec répercussion des quotes-parts de frais en fonction des échelles d'intérêts fournies par les banques. Avances intragroupe rémunérées à l'Euribor de la durée majoré de 1,25 point.

- 3. Convention de prestations de services

■ Nature et objet :

Convention de prestations de services entre Tipiak S.A. et toutes ses filiales dans les domaines financier, comptable, juridique, informatique, exportation et gestion du personnel.

rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées (suite)

Modalités :

Rémunération de ces prestations à hauteur :

- d'une partie fixe égale à la quote-part de la filiale dans les coûts de Tipiak S.A.,
- d'un pourcentage du chiffre d'affaires net hors taxe fixé à 1 % pour les prestations de services informatiques,
- d'un pourcentage du chiffre d'affaires exportation, pour les prestations de services export, fixé à :
 - 6 % pour la partie C.A. inférieure à 2 000 K€,
 - 5 % pour la partie du C.A. comprise entre 2 000 et 4 000 K€,
 - 4 % pour la partie du C.A. comprise entre 4 000 et 7 000 K€,
 - 3 % pour la partie du C.A. supérieure à 7 000 K€.

Les montants comptabilisés en produits sur l'exercice sont repris en annexe.

4. Convention de conseil et d'assistance de gestion

■ Nature et objet :

Convention de conseil et d'assistance dans les domaines du management général, de la gestion stratégique, financière, commerciale et administrative entre Tipiak S.A. et toute ses filiales.

Modalités :

Redevance égale à 2 % du chiffre d'affaires HT facturé net de toutes réductions de prix.

Les montants comptabilisés en produits sur l'exercice sont repris en annexe.

5. Convention de licence de la marque Tipiak

Nature et obiet :

Tipiak Épicerie, Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, Tipiak Traiteur Pâtissier et Gesnoin.

Modalités :

Redevance égale à 1 % du chiffre d'affaires HT facturé sous la marque Tipiak et net de toutes réductions de prix.

Les montants comptabilisés en produits sur l'exercice sont repris en annexe.

6. Convention d'intégration fiscale

■ Nature et objet :

Poursuite de la convention d'intégration fiscale avec les sociétés Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, Tipiak Épicerie, Tipiak Traiteur Pâtissier et Gesnoin.

Modalités

Cette convention met ces sociétés dans la situation qui aurait été la leur en l'absence d'intégration.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nantes, le 20 avril 2007 Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit Département de KPMG S.A.

Franck Noël Associé Cabinet Jacques Boullier

Jacques Boullier Associé



LES CHIFFRES CLÉS 2006



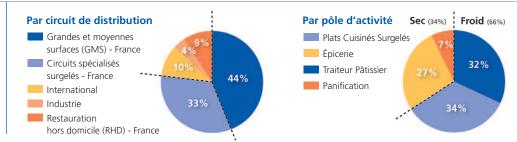
■ Chiffre d'affaires consolidé 2006 (en millions d'euros - normes IFRS)

Le chiffre d'affaires 2006 s'élève à 138,3 M€, en progression de 11,6 % par rapport à celui de 2005. Sur l'ensemble de l'année, les deux secteurs, "froid" et "sec", sont en croissance. Ce dynamisme s'est accéléré en fin d'année dans le secteur "froid" du fait d'une demande accrue des produits de Noël.

Le secteur "froid" réalise un chiffre d'affaires de 91,7 M€, en progression de plus de 15 %. La croissance a été particulièrement marquée dans les circuits spécialisés surgelés. L'activité du secteur "sec" (46,6 M€) retrouve une croissance significative (+5,2 %) grâce au développement des ventes à marque Tipiak en GMS et à l'exportation.

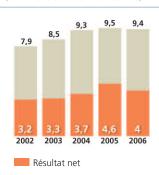


■ Répartition du chiffre d'affaires 2006



■ Capacité d'autofinancement courant⁽¹⁾ et investissements (en millions d'euros - normes IFRS)

Affecté par des coûts exceptionnels de non qualité liés à la saturation du site de Pont-Château et par les hausses des prix d'achat des produits de la mer, le résultat net 2006 est en retrait par rapport à celui de 2005. La marge nette s'établit à 3 %. Le résultat de 2005 intégrait une plus-value de cession de 0,9 M€ avant impôts. L'entreprise a poursuivi son programme de renforcement du potentiel industriel de chaque secteur et a investi globalement 8,5 M€ sur ses 7 sites industriels. Afin de répondre à la croissance des ventes, le programme d'investissements industriels sera renforcé pour les 3 prochaines années (35 M€ sur les 3 ans). ⁽⁷⁾ Hors plus ou moins-values de cession d'actifs.



■ Effectif moyen*

En 2006, l'effectif moyen est de 1 137 personnes. Sur l'année, Tipiak a recruté 84 personnes en CDI, dont 70 créations de postes. Cette hausse régulière des effectifs répond au développement de l'activité du groupe chaque année.

* Effectif moyen en équivalent temps plein, intérimaires compris.



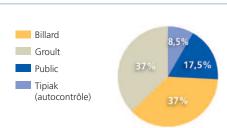
Capital social

Répartition du capital social

Le capital social de la société Tipiak, au 31/12/06, s'établit à 2 668 440 € réparti en 889 480 actions de 3 € de nominal. Les deux familles fondatrices (Billard et Groult) contrôlent chacune 37 % du capital.

Dourse

La société a été introduite au Second Marché en 1988, cotée sur EURONEXT, compartiment C, sa capitalisation boursière à fin décembre 2006 ressort à 67,9 M€.





CP 1011 - 44806 Saint-Herblain cedex **Tél.** 02 28 03 09 30 - **Fax** 02 28 03 99 60 email : tipiak@tipiak.fr

www.tipiak.fr